



CONDOLÉANCES
Le Président Bouteflika rend hommage à la moudjahida Fatima Ouzegane

P. 24

ALGÉRIE - AFRIQUE
M. Ouyahia prend part à la 36^e session du NEPAD à Addis-Abeba

P. 24

ALGÉRIE - MALI
Messahel : Les Maliens doivent s'approprier le processus de mise en œuvre de l'Accord d'Alger

P. 24

CONSTITUTIONNALISATION DE L'ONPLCC : L'Algérie parmi les pays pionniers de la lutte contre la corruption en Afrique

P. 24

ALGÉRIE - SAHEL

Messahel : l'Algérie a sa « propre doctrine en matière de paix et de sécurité surtout qu'il s'agit de notre région »

L'Algérie a sa "propre doctrine en matière de paix et de sécurité surtout qu'il s'agit de notre région", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, soulignant qu'elle privilégie, face à l'événement, l'effort national.

"Vous savez, nous avons notre propre doctrine en matière de paix et de sécurité. Surtout qu'il s'agit de notre région. Nous avons toujours privilégié l'effort national pour faire face à l'événement. Et cela, c'est partant du vécu, de l'expérience que nous avons vécue", a expliqué le ministre à une question sur l'absence de l'Algérie au G5 Sahel dans un entretien qu'il a accordé à la radio française RFI, capté à Paris, rappelant que "nous n'avons compté sur personne pour nous en sortir, après une décennie noire et après 200 000 morts".

P. 5



AGRICULTURE - MODERNISATION
La modernisation de l'agriculture tribulaire de l'organisation des professions et filières

P. 4

TOURISME
Mermouri appelle à intégrer le cachet traditionnel algérien dans la réalisation des projets touristiques

P. 4

RESSOURCES EN EAU :
19 milliards DA consacrés à la maintenance des réseaux et canalisations dans chaque wilaya

P. 5

INDUSTRIE
Impératif du soutien et de promotion de la coopération entre les entreprises industrielles italiennes et algériennes

P. 6

SANTÉ

DIABÈTE :
Epices et aromates, vos meilleurs alliés

P. p 12-13

ECONOMIE

GRUPE PUBLIC DE L'INDUSTRIE MÉCANIQUE
Quasi-réalisation d'un plan d'investissement de 42 milliards DA

P. 6

F TBALL

LIGUE 1 DE MOBILIS
La JS Kabylie..... SOS club en danger!

P. 22

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
► 2 pistolets-mitrailleurs, 2 chargeurs et une quantité de munitions découverts à Tindouf
► Le nombre de terroristes abattus à Khenchela s'élève à 8

P. 3

PALAIS DE LA CULTURE Conférence-historique sur «La grève des huit jours»

Sous le patronage du ministre des Moudjahidine, M. Tayeb Zitouni, et à l'occasion de la commémoration du 61e anniversaire de la grève des huit jours (28 janvier 1957-2018), le musée national du moudjahid, organise une conférence historique dédiée à cet événement,

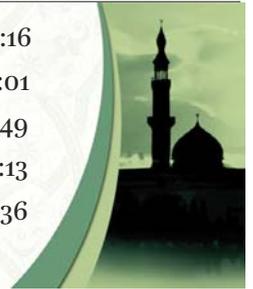
ce matin à partir de 9h au Palais de la Culture Moufidi-Zakaria. La rencontre qui sera encadrée par des professeurs universitaires connaîtra la participation de personnalités historiques, de chercheurs, de moudjahidine, d'étudiants et de représentants de la presse nationale.



Horaire des prières

Dimanche 11 Joumada al oula 1439

Fajr	06:16
Dohr	13:01
Asr	15:49
Maghreb	18:13
Isha	19:36



BULLETIN MÉTÉO SPÉCIAL Pluies et orages sur les régions côtières du centre et de l'ouest du pays



Des averses de pluie accompagnées parfois d'orage et de grêle affectent depuis hier les régions côtières et proches côtières de l'ouest et le centre-ouest, indique l'Office national de météorologie dans un bulletin spécial (BMS). Les cumuls estimés atteindront ou dépasseront localement 30 mm durant la validité du Bulletin du samedi à 12h jusqu'à dimanche à 21h toucheront les wilaya de Tipaza, Ain Defla et Chlef. Les wilaya de Rélizane, Mostaganem, Mascara, Oran, Ain Témouchent, Sidi-Bel Abbès et Tlemcen seront également touchées, du samedi à 12h à dimanche à 9h, par des cumuls qui atteindront ou dépasseront localement 30mm durant la validité du Bulletin. Des rafales de vent sous orages toucheront aussi ces localités, précise la même source.

OPÉRA D'ALGER «Carmen» en représentation

L'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, présentera ce soir à partir de 19h, «Carmen» en version concert avec le chœur et l'Orchestre Symphonique de l'Opéra d'Alger, direction musical Maestro Amine Kouider. Les tickets sont disponibles au guichet de l'Opéra.



MOUDJAHIDINE Zitouni demain à Tiaret



La wilaya de Tiaret, organise demain lundi 29 janvier, un séminaire national sur «La place de la guerre de libération dans la poésie popu-

laire». A cet effet, le ministre des Moudjahidine, M. Tayeb Zitouni, présidera l'ouverture des travaux de ce colloque.

RESSOURCES EN EAU Necib à Illizi

Dans le cadre du suivi des projets du secteur, le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, entamera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya d'Illizi.



AGRICULTURE ET PÊCHE Bouazghi à Tébessa

Le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, M. Abdelkader Bouazghi, effectuera, aujourd'hui et demain, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tébessa. Au cours de cette visite, le ministre inspectera plusieurs exploitations agricoles et s'entretiendra avec les agriculteurs, les éleveurs et les opérateurs économiques de la région.



Météo



	Max	Min
Alger	16°	04°
Oran	14°	07°
Annaba	18°	07°
Béjaïa	14°	04°
Tamanrasset	20°	11°

CERCLE FRANTZ-FANON Atelier animé par l'artiste Tayeb Laydi

L'artiste-peintre Tayeb Laydi, animera aujourd'hui, au cercle Frantz Fanon de Riadh El Feth (Orf), un atelier de conférence et performance en public. L'accès est libre.



SÛRETÉ NATIONALE Saisie de 14153 unités de boissons alcoolisées

Dans le cadre de la lutte contre le commerce informel, les forces de police des sûretés de wilaya d'Oum El Bouaghi, Jijel et Mascara, ont saisi récemment une quantité de 14153 unités de boissons alcoolisées destinées à la vente illicite, et ils ont interpellé six (06) individus suspects impliqués dans ce délit. En effet, les éléments de la sûreté de daïra de Meskiana, relevant de la sûreté de wilaya d'Oum El Bouaghi, ont exécuté un mandat de perquisition dans un garage appartenant à un individu suspect sis dans la zone industrielle à d'Oum el Bouaghi pour une affaire liée à la vente illicite de boissons alcoolisées, et ont récupéré (12413) unités de différentes marques. Par ailleurs, lors d'un point de contrôle instauré au niveau au centre-ville de Mascara, les éléments de police de la sûreté de daïra de Sig ont interpellé deux individus suspects pour vente illicite de boissons alcoolisées, et ont récupéré (1140) bouteilles d'alcools destinées au marché informel. Dans le même contexte, les éléments de la sûreté de daïra d'El Milia, relevant de la sûreté de wilaya de Jijel ont interpellé un (01) individu suspect, au centre ville, en possession de (600) unités de boissons alcoolisées.



JUSQU'AU 18 FÉVRIER À L'OMS D'EL ACHOUR 2^e édition de la coupe «Djamila» consacrée au handball féminin

A l'occasion de la commémoration du double anniversaire de la grève des huit jours, correspondant au 28 janvier de chaque année, et la Journée du martyr (18 février), l'Olympique sportif des étudiants universitaires en collaboration avec la direction des œuvres universitaires d'Alger-Centre, organise du 27 janvier au 17 février à la salle omnisports (OMS) d'El Achour, la 2^e édition de la coupe «Djamila» consacrée au handball féminin, avec la participation de huit établissements universitaires. Initié sous le patronage de la DJS d'Alger sous le thème «Héroïnes sans peur avec un grand cœur», la coupe est dédiée aux porteuses de bombes pendant la bataille d'Alger en l'occurrence : Djamil Bouhired, Djamila Boupacha, Djamila Bouazza et Djamila Amrane Minne.



HÔTEL LE MÉRIDIEN D'ORAN Célébration de la Journée nationale du commerçant

Le Bureau d'Oran de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), organise cet après-midi à partir de 14h à l'hôtel Le Méridien d'Oran, une cérémonie à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du commerçant qui coïncide avec la commémoration du 61e anniversaire de la grève des huit jours.



FI ESSAMIM Emission consacrée aux nouvelles technologies au sein de la Sûreté nationale



L'émission radio «Fi Essamim», animée chaque dimanche par des cadres de la Sûreté nationale sur la chaîne 1, sera consacrée cet après-midi de 16h à 17h, aux nouvelles technologies et à leur rôle dans l'amélioration des performances au sein de la Sûreté nationale.

PARTIS

Belaïd : le congrès du parti Front al-Moustakbal prévu fin juin prochain

Le président du Front al-Moustakbal, Abdelaziz Belaïd a fait savoir, hier à Alger, que le congrès national de son Parti se tiendra la fin du juin prochain et constituera "une nouvelle feuille de route" vers "le véritable changement escompté".

Intervenant à l'ouverture d'une rencontre régionale des élus du Front al-Moustakbal au niveau des Assemblées locales des wilayas du Centre, M. Belaïd a déclaré que le prochain congrès sera "un nouveau départ" pour œuvrer au "changement des pratiques et des mentalités", estimant que "la démocratie politique est une nécessité impérieuse pour redonner l'espoir aux jeunes et promouvoir l'Algérie vers le futur".

Évoquant les derniers mouvements sur le front social, M. Belaïd les a expliqués par "l'absence de confiance entre le gouvernement et les partenaires sociaux", appelant à "l'ouverture d'un véritable dialogue et à trouver les solutions idoines aux problèmes posés pour éviter des secousses



sociales imprévues". Le président du Front al-Moustakbal a souligné, dans ce sens, l'importance de "se rapprocher davantage des citoyens et de prendre en charge leurs préoccupations étant donné que le peuple est la source du pouvoir". Après avoir écouté les préoccupations soulevées par les élus de son parti, M. Belaïd a révélé que "des rencontres de formation seront organisées au profit des élus locaux de sa formation politique en vue de leur permettre de maîtriser de mécanismes à même de les aider dans l'accomplissement de leurs tâches", appelant les cadres et les élus du Front al-Moustakbal à "intensifier les efforts pour une meilleure représentation du parti en prévision des prochaines échéances politiques".

ÉDUCATION

Grève du Cnapest à Béjaïa : les parents d'élèves haussent le ton

La fédération des associations des parents d'élèves de la wilaya de Béjaïa (F.A.P.E) a exprimé hier son inquiétude quant à l'avenir de la scolarisation dans la wilaya suite à la poursuite de la grève enclenchée depuis novembre par le syndicat du CNAPEST, appelant à des actions concrètes pour remédier à la situation.

Lors d'une rencontre, elle a appelé à une "marche de dénonciation massive" de ce mouvement dès mardi prochain et en installant un comité de crise pour suivre de près son évolution.

"Nous marcherons pour exprimer notre colère, interpeller tous les acteurs pour appliquer la loi et respecter le droit des enfants à la scolarisation", a affirmé le président de cette organisation, Djoudi Touiza, visiblement outré par l'état "catastrophique" de cette grève, qui doré et déjà fait planer le spectre d'une année blanche.

L'inquiétude est revenue comme un leitmotiv durant ce rassemblement qui a réuni quelque 500 participants et au cours

duquel chacun a tenu à appeler à la sagesse et à la prise en compte d'abord et avant tout de l'intérêt de l'élève".

De son côté, l'Union de wilaya des parents d'élèves a exhorté les partis en conflit à trouver "rapidement" une solution à cette situation de blocage, qui en premier chef pénalise et prend en otage les élèves.

Cette situation menace l'école dans son fondement en tant que socle d'un Etat démocratique, a-t-elle mis en garde dans un communiqué, diffusé cette semaine, plaidant pour une solution durable qui allie droit de scolarité des élèves et droit de grève garanti par la Constitution. Mus par le souci de contribuer à la résolution du conflit, ses membres ont décidé, pour leur part, de tenir une réunion des parents d'élèves, élargie aux élus et parlementaires, mardi prochain également, au siège de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADHDH) pour débattre des actions à entreprendre et des solutions à préconiser.

PARTIS DE TRAVAILLEURS

Hanoune: Session ordinaire du Comité central du PT la fin de la semaine prochaine

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune a annoncé, hier à Alger, la tenue, la fin de la semaine prochaine, d'une session ordinaire de son Comité central consacrée à l'examen "de questions nationales, régionales et internationales et la préparation des bases populaires pour faire face à la conjoncture actuelle".

Lors d'une conférence de presse animée au siège de son Parti, Mme Hanoune a indiqué que le bureau politique réuni, dimanche dernier, "avait décidé de tenir, la fin de la semaine prochaine, une session ordinaire du CC consacrée à l'examen de la situation prévalant sur les plans, national, régional et international et partant, préparer ses bases populaires à faire face à la conjoncture actuelle".

Par ailleurs, Mme Hanoune a mis l'accent sur "l'impératif de hâter la prise en charge des larges revendications populaires pour garantir la sérénité en ouvrant un débat constructif entre pro-

grammes politiques", déplorant "le non respect de certains employeurs dans plusieurs secteurs des conventions signées avec les travailleurs". "L'action syndicale est un droit garanti par la Constitution", a soutenu la SG du PT, préconisant "d'écarter tout responsable ayant prouvé son incapacité à négocier avec les travailleurs, à écouter et répondre à leurs préoccupations", car il s'agit, a-t-elle estimé, "de préserver la paix et la sécurité". Qualifiant de "tragédie" "la reprise du phénomène des harraga", Mme Hanoune a mis en avant l'importance "d'améliorer le pouvoir d'achat, de garantir des postes d'emploi et des logements aux jeunes".

Elle a plaidé, par ailleurs, pour "le retrait des projets de loi sur la santé et le travail et la dissolution du Conseil des participations de l'Etat (CPE)".

Au volet économique, la première responsable du PT a insisté sur l'impératif de créer une commission multi-



sectorielle pour le suivi et la promotion de la production nationale, proposant de confier les importations aux offices publics pour "pallier les lacunes".

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

2 pistolets mitrailleurs, 2 chargeurs et une quantité de munitions découverts à Tindouf (MDN)

Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert vendredi lors d'une patrouille menée près de la bande frontalière à Tindouf, deux (02) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, deux (02) chargeurs et une quantité de munitions, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et la sécurisation des frontières, et lors d'une patrouille menée près de la bande frontalière à Tindouf/3e RM, un détachement de l'ANP a découvert, le 26 janvier 2018, deux (02) pistolets mitrailleurs de

type Kalachnikov, deux (02) chargeurs et une quantité de munition", précise la même source.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP en coordination avec les éléments des Douanes ont arrêté, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar /6e RM, Tébessa, El-Tarf, et Souk-Ahras/5e RM, deux (02) camions, 2 véhicules tout-terrain, un (01) détecteur de métaux et une importante quantité de carburant destinée à la contrebande s'élevant à 41910 litres, tandis que 384 unités de différentes

boissons ont été saisies à Biskra/4e RM, et 40 kilogrammes de Kif traité ont été interceptés par les éléments des Garde-côtes à Mostaganem/2e RM, est-il ajouté.

D'autre part des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie Nationale ont arrêté 18 immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen, Tindouf, Béchar, Adrar, Laghouat et Ghardaïa, alors qu'une tentative d'immigration clandestine de 48 personnes à bord d'une embarcation de fabrication artisanale a été déjouée par des Garde-côtes à Ain Témouchent/2e RM.

CONDOLÉANCES

Le président Bouteflika rend hommage à la moudjahida Fatima Ouzegane

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a rendu hommage à la moudjahida Fatima Ouzegane, décédée jeudi dernier, pour son rôle durant la révolution nationale et dans la défense des droits de la femme après l'indépendance. "J'ai appris avec une grande tristesse la disparition de la moudjahida Fatima Ouzegane, après une longue et riche vie de lutte et de combat pour la libération de l'Algérie du joug colonial, en abandonnant les bancs de l'école pour rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale", a indiqué le Président Bouteflika dans un message de condoléances adressé à la famille de la défunte.

Rappelant que c'est "à l'appel de la patrie, refusant les chaînes de l'avisement et de la soumission et aspirant au recouvrement de sa souveraineté et sa dignité nationales, qu'elle s'est jetée corps et âme dans l'arène du combat, aux côtés de ces braves campagnes d'armes, affrontant face à la machine coloniale déterminée à atteindre l'une des deux rétributions, la victoire ou le martyre", le chef de l'Etat a mis en avant "les affaires de la torture, de la persécution et de l'incarcération, qu'elle a subies sans jamais renoncer". Le président de la République a souligné dans son message que la moudjahida Fatima Ouzegane "aspirait à voir le citoyen algérien altier et grand, conscient du rôle qui lui incombe dans le progrès et la prospérité de son pays, avait mis, après l'indépendance, son sens révolutionnaire au service de la défense des droits de la femme et droits de l'homme". "Aujourd'hui qu'elle rejoint le Créateur, elle peut être satisfaite des acquis de la femme dans tous les domaines, en particulier dans les hauts postes de décision et en étant agréée par ces concitoyens qui l'ont reconnue à sa juste valeur et salué ses actions pour rester à jamais gravée dans leurs mémoires", a ajouté le chef de l'Etat avant de conclure: "Je prie Dieu, le Tout Puissant, d'accorder à la défunte sa sainte miséricorde, de l'accueillir dans son vaste paradis et d'assister sa famille, ses proches et ses compagnons d'armes, en cette douloureuse épreuve".

Le nombre de terroristes abattus à Khenchela s'élève à huit (MDN)

Le bilan de l'opération de la commune de Cherchar, dans la wilaya de Khenchela, ayant permis d'éliminer vendredi, sept (7) dangereux terroristes s'est élevé au nombre de huit (8), après qu'un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu un (1) autre dangereux terroriste, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Suite à l'opération menée ce matin, le 26 janvier 2018, dans la zone de El Rakhouch, commune de Cherchar, wilaya de Khenchela/5e Région militaire ayant permis d'éliminer sept (7) dangereux terroristes, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu un (1) autre dangereux terroriste et a récupéré un (1) fusil mitrailleur à lunettes et une quantité de munitions", précise le communiqué.

"Le bilan de cette opération, qui est toujours en cours, s'élève à l'élimination de huit (8) dangereux terroristes et la récupération de huit (8) pièces d'armes", ajoute le MDN.

TOURISME

Mermouri appelle à intégrer le cachet traditionnel algérien à la réalisation des projets touristiques

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri a appelé, hier à Alger, à intégrer le cachet traditionnel algérien dans la réalisation des projets touristiques et l'aménagement des hôtels pour faire connaître les spécificités culturelles et civilisationnelles de l'Algérie.

"La décoration des établissements hôteliers doit refléter le cachet traditionnel algérien pour attirer les touristes et préserver notre patrimoine authentique", a déclaré le ministre à la presse en marge de l'ouverture du 12e Salon international des équipements et services hôteliers, insistant sur l'amélioration des prestations touristiques par "la modernisation de tous les équipements hôteliers".

Mettant en avant l'importance de la conclusion de conventions et de partenariats avec les établissements hôteliers et les entreprises spécialisées dans la réalisation d'équipements hôteliers, M. Mermouri a estimé que ce salon destiné aux professionnels "favorise les contacts et les échanges entre tous les acteurs concernés".

Le ministre a, par ailleurs, appelé à privilégier le produit national dans l'ameublement et l'équipement des hôtels au regard de sa qualité, ajoutant qu'"il faudrait d'ailleurs songer à l'exporter".

Cernant le classement des hôtels, M. Mermouri a rappelé qu'une commission nationale s'attelle au classement des nouveaux hôtels ou au reclassement des anciens en tenant compte des normes en vigueur en matière de prestations touristiques.

Plus de 90 exposants algériens et étrangers participent à cette nouvelle édition du Salon international des équipements et services hôteliers qui se veut un espace de contacts et d'échanges entre professionnels du secteur, notamment en matière de décoration des établissements hôteliers et de commercialisation du produit touristique.

EMPLOI

Coup d'envoi du Carrefour Emploi-Formation au Palais des Expositions à Alger

La 12e édition du Salon national Carrefour Emploi-Formation s'est ouverte jeudi matin au Palais des Expositions (Pins Maritimes-Alger), avec la participation d'une soixantaine d'exposants, représentant plusieurs instituts et écoles de formation ainsi qu'une quinzaine d'entreprises activant dans différents domaines, a indiqué le commissaire de ce salon, M. Ali Belkhir. Les participants à ce salon qui s'étalera sur trois jours proposeront "entre 800 et 1.000 nouveaux postes d'emplois", destinés aux jeunes en particulier les nouveaux diplômés d'universités et de centres de formation professionnelle dans différents domaines dont l'industrie, les travaux publics et les métiers du bâtiment et de l'urbanisme, a précisé M. Belkhir. Le salon "permettra aux jeunes de décrocher de bonnes opportunités de formation dans diverses spécialités pour les préparer à intégrer le monde du travail", à travers les offres diversifiées et adaptées, proposées par 45 établissements de formation participant à ce salon, dont les langues, les sciences de gestion, le management, les télécommunications, la mécanique, le marketing, la maintenance des équipements techniques et autres spécialités, a-t-il dit.

Prenent part également à ce salon plusieurs entreprises et institutions nationales, à l'instar de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dont la direction de l'enseignement et des écoles fournit des explications aux jeunes et aux diplômés des universités sur les opportunités d'accès au corps de la police, outre le système de formation adopté par la DGSN.

Le stand de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediène (USTHB), présente à ce rendez-vous, connaît une grande influence de ses étudiants (actuels et anciens diplômés), à travers son observatoire qui se charge, au sein de ce salon, de la collecte des demandes d'emploi et de stage, afin de les remettre aux entreprises intéressées par les stagiaires ou les diplômés des différentes spécialités assurées par cette prestigieuse université.

Plusieurs ateliers de travail et cercles de débats seront organisés en marge de salon, sur différents thèmes relatifs au marché de l'emploi et de la formation, outre la présentation d'explications sur les dispositifs d'emploi et l'organisation d'entretiens d'embauche entre les entreprises participantes et les jeunes demandeurs d'emploi.

AGRICULTURE - MODERNISATION

La modernisation de l'agriculture tributaire de l'organisation des professions et filières

Le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a affirmé hier à Oum El Bouaghi que "la modernisation de l'agriculture est tributaire de l'organisation des professions et des filières à travers des associations et des coopératives".

"Lorsque la filière est organisée dans des associations et des coopératives, cela favorise la concertation, la solidarité et l'unification des moyens et aide l'administration et l'agriculteur à la modernisation", a estimé le ministre au début de sa visite dans cette wilaya.

Lors de l'inspection du périmètre d'irrigation Ouled Hamla dans la commune d'Ain M'hila qui s'étend sur 2.274 hectares, M. Bouazghi a souligné qu'Oum El Bouaghi totalise plus de 360.000 hectares de terres agricoles utiles mais sa production reste en deçà de celle d'autres wilayas possédant moins de surfaces agricoles.

Ce constat impose la



nécessité de mieux exploiter les potentialités locales du secteur notamment en matière de mobilisation des ressources hydriques afin de valoriser la vocation agricole de cette wilaya célèbre pour sa céréaliculture et son marai-

chage, a encore considéré le ministre.

L'objectif du ministère de l'Agriculture est d'arrêter l'importation de l'ail "avant fin 2018 ou au plus tard en 2019", a affirmé M.

Bouazghi qui a estimé que la wilaya d'Oum EL

Bouaghi pouvait jouer un rôle important dans la concrétisation de ce but.

Il a cité à ce propos la wilaya de Mila qu'il a qualifié de "leader dans la culture de l'ail".

Le ministre devra poursuivre sa visite par l'inspection à Ain M'hila du bassin d'équilibrage d'eau, la forêt récréative Bouzabine et le complexe régional de production de viandes rouges entrée en activité en novembre 2017 avec une capacité d'abatage quotidien de 1.200 ovins et 80 bovins.

Il s'enquerra également de projets de son département à Sigus avant d'inaugurer au chef-lieu de wilaya le nouveau siège de la conservation des forêts et le parc urbain.

RESSOURCES EN EAU : 19 milliards DA consacrés à la maintenance des réseaux et canalisations dans chaque wilaya

Le ministre des Ressources en eaux, Hocine Necib a fait savoir, jeudi à Alger, qu'une enveloppe de 19 milliards DA a été consacrée à la couverture des coûts de maintenance et d'assainissement des réseaux d'eau potable et canalisations de transfert et de distribution dans chaque wilaya.

L'Etat a mobilisé des moyens financiers considérables au titre des programmes de développement, approuvés par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika et à travers les efforts consentis pour garantir la couverture des besoins à travers tout le territoire national.

A une question du député Salah Zouiten (Union Ennahda-Adalata-Bina) lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), sur la crise d'alimentation en eau potable à Skikda et les mesures prises par le ministère, M. Necib a précisé qu'une enveloppe financière de 200 millions DA a été consacrée pour la réalisation d'un programme urgent de deux opérations.

Il s'agit, a-t-il indiqué, du forage de 3 puits à Guerbès et le transfert de ses eaux à El-Marsa à travers une canalisation de 10 km pour couvrir les besoins croissants en eau potable dans cette ville, notamment en été et durant le mois de Ramadhan.

La deuxième opération concerne la réalisation d'une station de dessalement au niveau d'El-Marsa d'une capacité de production de 1.000 m³/j avant l'été prochain.

"Grâce à ces deux opérations, l'alimentation en eau potable dans la commune d'El Marsa connaîtra une amélioration notable" a-t-il assuré.

Le député s'est interrogé également sur la possibilité de réalisation d'une station de dessalement d'une capacité de 10.000 m³ à El-Marsa et ses environs, outre le renouvellement de la canalisation de raccordement (14 km) pour mettre un terme à la déperdition des eaux ainsi que la ré-



fection de la conduite de raccordement principale (barrage Zerdaza-commune d'El-Herrouch).

Dans sa réponse, le ministre a évoqué une opération de réfection et de réhabilitation de 7 stations de dessalement dont une station dans la commune de Larbi Ben M'hidi d'une capacité de 5000 m³/j, ce qui renforcera l'alimentation au niveau de la commune.

En vue de couvrir durablement les besoins en eau potable dans les communes d'El Marsa, Benazouz et Bekkoucha Lakhdar, il est nécessaire de consacrer un quota de 20.000 m³/j à la région qui seront transférés à partir de la grande station de dessalement programmée à Echatt (wilaya d'El Tarf) d'une capacité de production de 300.000 m³/j.

Le projet est actuellement à l'étape des procédures d'appel d'offre, a-t-il ajouté.

Concernant la conduite de raccordement entre le barrage de Zerdaza et la station de Salah Bouchaour, le ministre a soutenu que les travaux de réfection et de maintenance ont été achevés, faisant remarquer que le niveau des eaux du barrage de Zerdaza a baissé sensiblement en raison d'une faible pluviométrie en début de saison, ce qui a empêché le lancement des essais techniques.

M. Necib a indiqué que le barrage de Zerdaza comptera parmi les in-

frastructures qui feront l'objet de dévasement avec des équipements "made in Algeria".

Le ministre a fait savoir que le pillage était à l'origine du volume le plus important des eaux perdues au niveau de la conduite de transfert des eaux traitées entre le barrage de Zerdaza et la ville d'El Harrouch, ajoutant que le raccordement illégal cause une déperdition de près de 40% du volume d'eau au niveau du barrage.

M. Necib a ajouté, à ce propos, qu'il a été procédé à une évaluation du coût de maintenant de la conduite qui sera sécurisée à la faveur d'un montant considérable.

Par ailleurs, le ministre a indiqué que son secteur proposera, dès la disponibilité d'un financement, l'inscription de la réalisation du barrage de Ramadhan Djamel, et ce après l'achèvement de l'étude préliminaire du projet de réalisation d'une infrastructure d'une capacité de 107 millions de m³ destinée à l'alimentation en eau potable des populations de 4 communes et à l'irrigation du périmètre de Saf-Saf sur une superficie de 1.800 hectares.

Concernant la réalisation d'une station de traitement des eaux usées à Flifla, située dans la zone extension touristique (ZET) à proximité de la nouvelle ville Bouzaourra, le premier responsable du secteur a indiqué que le gouvernement a dégelé le projet auquel a été allouée une enveloppe de 2,5 milliards DA, ajoutant que la station contribuera à la protection des côtes et à la lutte contre les déversements anarchiques dans cette région touristique.

Le ministre a ajouté que les procédures légales inhérentes au projet ont été engagées par l'adoption du cahier de charges et le lancement de l'appel d'offre dans la presse nationale le 10 janvier en cours.



L'Algérie a sa "propre doctrine en matière de paix et de sécurité surtout qu'il s'agit de notre région", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, soulignant qu'elle privilégie, face à l'événement, l'effort national.

"Vous savez, nous avons notre propre doctrine en matière de paix et de sécurité. Surtout qu'il s'agit de notre région.

Nous avons toujours privilégié l'effort national pour faire face à l'événement.

Et cela, c'est partant du vécu, de l'expérience que nous avons vécue", a expliqué le ministre à une question sur l'absence de l'Algérie au G5 Sahel dans un entretien qu'il a accordé à la radio française RFI, capté à Paris, rappelant que "nous n'avons compté

ALGÉRIE - SAHEL Messahel : l'Algérie a sa « propre doctrine en matière de paix et de sécurité surtout qu'il s'agit de notre région »

sur personne pour nous en sortir, après une décennie noire et après 200 000 morts".

Le G5 Sahel, rappelle-t-on, est un cadre de coopération régionale dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le fléau migratoire, soutenu par la France et quelques pays européens, qui regroupe cinq Etats du Sahel, à savoir la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

Pour le chef de la diplomatie algérienne, "compter sur soi est un facteur extrêmement important. On ne peut pas faire face au terrorisme et, par expérience, s'il n'y a pas une véritable mobilisation à l'interne", faisant observer que "ce dont a besoin le Mali, et ce que nous faisons pour le Mali, nous le faisons pour le Niger où, il ne faut pas le perdre de vue".

"Ce n'est pas parce que nous n'avons pas de troupes. C'est une doctrine. Notre armée a une vocation de défense nationale.

C'est constitutionnel, c'est historique, c'est culturel", a-t-il soutenu, soulignant que les enfants de l'Algérie "défendent leur pays".

"On ne va pas dans d'autres théâtres, ce n'est pas dans notre doctrine. Par contre, notre devoir de soutien ou d'aide aux pays qui sont confrontés à ce genre de situation, là, on le fait par devoir, mais on le fait parfois dans la grande discrétion", a-t-il ajouté, faisant savoir que l'Algérie a "beaucoup investi" dans la formation d'unités spéciales de lutte contre le terrorisme en territoire saharien.

"Ca, c'est vraiment la spécialité (...) Nous le faisons par les équipements en termes logistiques.

Depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui, il y a plus de 65,000 cadres africains qui ont été formés chez nous. Nous le faisons pour le Mali, nous le faisons pour le Niger, nous le faisons pour d'autres pays de la sous-région", a-t-il conclu.

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE : Messahel : «On sait qui fait quoi»

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a affirmé vendredi qu'en matière de trafic de drogue "on sait qui fait quoi", soulignant que l'Algérien n'en est producteur.

Dans un entretien à RFI, diffusé à partir d'Addis-Abeba et capté à Paris, le chef de la diplomatie algérienne a indiqué, à une question sur une "coupure" du dialogue entre l'Algérie et le Maroc dans la lutte contre le trafic de drogue, que le dialogue (entre les deux pays) "s'inscrit dans le cadre de la volonté politique des uns et des autres", faisant remarquer que l'Algérie "n'est pas un pays producteur de hachich, de drogue ou autre chose".

"Nous faisons en sorte que chacun essaie, par les moyens qu'il a, de lutter contre ce phénomène pour la stabilité de la région. Donc il va falloir que chacun fasse l'effort de son côté, sans qu'il n'y ait de grandes polémiques. On sait qui fait quoi et on sait qui est derrière quoi. Donc, ça, tout le monde le sait", a-t-il expliqué, faisant référence aux rapports des Nations unies "qui sont très, très clairs sur les trafics dans le monde". Il a affirmé que c'est un phénomène mondial qui doit être pris en charge dans le cadre des Nations unies, "pour faire face à ce genre de fléau".

Le ministre des Affaires étrangères a rappelé, dans

ce contexte, que lors de la conférence à Alger du Forum global de lutte contre le terrorisme, coprésidé par l'Algérie et le Canada, l'accent était mis sur le lien qu'il y a entre le crime organisé et la lutte antiterroriste "Aujourd'hui, le problème se pose qu'au niveau du Sahel il n'y a pas d'autre source que les grands trafics. Donc il y a la drogue, il y a le trafic humain", a-t-il insisté, préconisant une coordination des efforts "dans le cadre des mécanismes au sein de l'Union africaine et de l'organisation sous-régionale à laquelle nous appartenons pour lutter contre ce phénomène".

Concernant la lutte contre la corruption en Afrique, le ministre a indiqué que les enjeux pour ce continent se présentent en termes de "comment l'Afrique peut récupérer son argent qui est placé un peu partout", l'évasion fiscale et le transfert illicite de capitaux", estimant que "ça se compte en milliards de dollars".

"Et je crois qu'on va aller peut-être au-delà, pour que les législations, au niveau de chaque pays, soient en adéquation avec cette volonté de lutter contre le phénomène de la corruption", a-t-il estimé, insistant sur l'adaptation des cadres juridiques de chaque pays "avec ses droits, pour qu'on puisse réellement combattre ce phénomène".



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hassan Mermouri a évoqué, jeudi à Alger, avec les Ambassadeurs de Grèce et de Serbie, respectivement, Mme Ifigenia Kontoleon et M. Aleksander Jankovic, le renforcement et la promotion des relations de coopération dans le domaine du tourisme, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors d'une audience au siège du ministère, M. Mermouri et l'ambassadeur de la Grèce ont mis en avant "la nécessité de la poursuite des efforts pour le renforcement et la promotion des relations bilatérales dans le domaine du tourisme au mieux des intérêts des deux pays" l'entretien a porté, en outre, sur "la relance du projet d'accord de coopération touristique, déjà élaboré et l'opportunité de mettre à profit la tenue de la commission mixte, prévue le premier

ALGÉRIE - GRÈCE M. Mermouri évoque avec les ambassadeurs de Grèce et de Serbie la coopération bilatérale dans le domaine du tourisme

semestre de l'année en cours, pour le signer". Dans ce sens, le ministre a exprimé "sa volonté d'asseoir des passerelles de coopération entre les opérateurs Algériens et leurs homologues Grecs en attendant la signature dudit accord".

Pour sa part, l'Ambassadeur de la Grèce a exprimé "la disposition de son pays à poursuivre la promotion des relations bilatérales avec l'Algérie dans le domaine du tourisme et à élargir les domaines de partenariat et de coopération", saluant "les atouts importants de l'Algérie". Par ailleurs, lors de son entretien avec l'ambassadeur de Serbie, M. Mermouri a exprimé "sa volonté à promouvoir et à élargir les relations bilatérales en vue de construire des relations solides entre les deux pays dans le domaine du tourisme, susceptibles de servir les intérêts com-

muns". Les deux parties ont convenu de "la nécessité d'élaborer un accord cadre dans le domaine du tourisme pour renforcer les relations bilatérales, notamment en matière de formation en hôtellerie, en marketing touristique et tourisme thermique".

Pour sa part, l'Ambassadeur serbe a mis en exergue l'importance de "saisir l'occasion de la tenue de la commission mixte Algéro-Serbe pour entamer l'élaboration de l'accord", adressant une invitation à l'Algérie pour "prendre part au salon international du tourisme prévu fin de février à Belgrade".

Le diplomate serbe s'est dit "fier des relations bilatérales historiques unissant les deux pays", soulignant "la disposition de son pays à promouvoir les relations de partenariat et de coopération avec l'Algérie dans le domaine du tourisme".

ALGÉRIE - FRANCE Nécessité de renforcer la coopération dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati a reçu jeudi à Alger, l'ambassadeur de France, Xavier Driencourt, avec qui elle a évoqué les voies de partenariat dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont mis en avant "la nécessité de poursuivre les efforts" afin de renforcer la coopération dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables, tout en appelant à donner "un nouvel aspect aux conventions conclues entre les deux pays depuis 2003", note le communiqué.

A cet effet, Mme Zerouati a souligné que cette entrevue constitue "une opportunité pour évaluer ce qui a été réalisé dans le cadre du partenariat bilatéral entre les deux pays".

S'agissant du domaine des énergies renouvelables, la ministre a confirmé "l'importance d'établir une coopération dans ce domaine pour renforcer les capacités existantes tels que les activités de la gestion des déchets, l'élimination de la pollution forestière et la promotion et la valorisation des énergies renouvelables, ajoute la même source.

Elle a aussi rappelé, que l'Algérie était parmi les premiers pays à avoir signé la convention sur le climat ce qui l'inscrit sur la perspective concernant le développement durable et la lutte contre les changements climatiques. Pour sa part, M. Driencourt a signifié l'importance qu'accorde son pays au domaine de l'environnement et des énergies renouvelables, en indiquant les engagements de la France lors de l'organisation du Sommet sur le climat COP 21 tenue à Paris en décembre 2015, a conclu le communiqué.



PARTENARIAT: Lancement de l'appel à projets pour l'amélioration des capacités des services publics

Un appel à projets de partenariat institutionnel Profas C+, visant à améliorer et renforcer les capacités des services publics a été lancé par l'Algérie et la France, indique jeudi l'ambassade de France en Algérie dans un communiqué.

Lancé par l'ambassade de France en Algérie et le ministère algérien des Affaires étrangères, ce programme, ouvert jusqu'au 25 mars 2018, s'inscrit dans le Document cadre de partenariat signé entre les gouvernements algérien et français en décembre 2012 et dédié à la coopération d'exception entre l'Algérie et la France, a-t-on précisé.

Profas C+ vise "à améliorer et renforcer les capacités des services publics algériens en encourageant les échanges de compétences et les transferts de savoir-faire entre administrations algériennes et françaises".

A ce titre, le Profas C+ soutient des projets structurants, "qui engagent des actions de coopération concrètes et qui s'inscrivent dans le cadre de partenariats établis entre les institutions algériennes et françaises", a-t-on ajouté.

Selon ce programme, la priorité sera donnée aux projets relevant de l'une des quatre grandes thématiques fixées par le gouvernement algérien pour le renforcement de ses institutions dans le cadre du Document cadre de partenariat à savoir le montage, le suivi et l'évaluation des grands projets de développement, la bonne gouvernance des institutions et des établissements publics, la négociation et la médiation ainsi que la prospective.

Deux secteurs seront soutenus, à savoir, la gouvernance démocratique, l'affermissement de l'Etat de droit et la modernisation du fonctionnement de l'administration et le secteur du développement productif et social. Les projets relatifs au premier secteur doivent traiter de la sécurité intérieure, la lutte contre les grands trafics et la corruption, l'habitat et urbanisme, l'amélioration des gouvernances locales et la gouvernance foncière ainsi que de la gouvernance financière "afin d'améliorer une mobilisation pertinente des ressources domestiques, à travers notamment une fiscalité juste et équitable, et des circuits de la dépense publique efficaces et transparents".

Les projets du deuxième secteur traiteront de la santé, de la diversification de l'économie et développement humain, des questions démographiques, d'égalité des citoyens et de diffusion de la protection sociale, de la stratégie en matière d'éducation et de formation professionnelle post-primaire sur les secteurs sociaux, du renforcement des systèmes de santé, de l'environnement et climat, des changements climatiques, de l'eau, de la biodiversité, de la désertification, des forêts, du traitement des produits chimiques et des déchets, de la prévention des catastrophes, de l'accès à l'énergie et aux technologies bas carbone, du développement durable et environnement, de l'aménagement du territoire et climat et des infrastructures et transports.

APS

INDUSTRIE Impératif du soutien et de promotion de la coopération entre les entreprises industrielles italiennes et algériennes

L'ambassadeur de l'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara a souligné, hier à Boumerdès, l'impératif du soutien et de la promotion de la coopération entre les entreprises industrielles italiennes et algériennes, dans différents domaines.

Cette déclaration a été faite à l'issue de la cérémonie de mise en service du Monde du sur-congelé, un espace commercial, dédié à la vente de près de 200 produits congelés (entre viandes et poissons locaux et d'importation), et de plus de 1000 autres produits surgelés (entre pâtes, fruits, légumes et autres denrées alimentaires diverses), relevant de l'entreprise Inalca-Algérie, créée à Corso (Nord de Boumerdès), sur la base d'un partenariat algero-italien.

Soulignant l'importance de l'ouverture de ce premier espace commercial du genre en Algérie, M. Ferrara l'a qualifié d'"exemple vivant" de la solidité de la coopération reliant les entreprises algériennes et italiennes, sachant qu'un 2ème espace commercial similaire est attendu bientôt à l'ouverture dans la wilaya de Béjaïa, est-il signalé.

Cet effort de promotion de la coopération entre les deux pays est inscrit au titre de la nouvelle stratégie du Gouvernement algérien, visant la diversification de son économie et son orientation, avec force, vers l'exportation des produits locaux, a estimé l'ambassadeur italien, soulignant, en outre, l'existence d'une volonté de la part des deux parties "pour la réalisation de projets d'importance à l'avenir, à l'exemple d'une usine spécialisée dans l'abatage et le conditionnement de viandes rouges", dans le périmètre de cet espace commercial, a-t-il fait savoir.

Dans une déclaration à l'APS, le gérant de l'entreprise Inalca-Algérie, Gianluca Cuarischi a rappelé la mise en service programmée, à la mi-avril prochain, d'une usine spécialisée dans la découpe et le conditionnement de viande bovine, actuellement en réalisation dans la localité de Corso, à l'initiative de l'entreprise Inalca-Algérie, au titre de l'extension de ses activités, a-t-il indiqué.

Dans une première étape, la structure, qui s'étend sur une surface de 1.200 m², verra le traitement d'un volume quotidien de 20 tonnes de viande bovine, avant d'être porté progressivement à 60 tonnes de viande/J, suivant la progression de la demande dans le domaine, a fait savoir le même responsable. Ajoutant que ce nouvel acquis pour le secteur des produits carnés en Algérie vise une "autosuffisance nationale" dans le domaine, outre l'accompagnement des éleveurs bovins algériens, notamment dans la transformation de leurs produits, tout en œuvrant à insuffler un changement aux habitudes alimentaires en la matière, en les rendant plus saines, a-t-il observé. Toujours au titre de l'extension des activités de l'entreprise Inalca-Algérie, M. Gianluca Cuarischi a fait part de négociations en cours avec la Chambre d'agriculture de la wilaya, en vue de la mise à la disposition des agriculteurs de Boumerdès, de chambres froides d'un volume de 30.000 m³, avec une capacité de stockage de 10.000 tonnes de produits agricoles divers, dont notamment la vigne, a-t-il informé.

L'entreprise Inalca Algérie Entrepôt frigorifique de Corso (ex-société publique "Enafroid") a été créée en 2002, sur la base de la règle 49/51%.

L'entreprise qui relève du groupe italien Crémonini, leader européen et international dans la production et distribution de plats surgelés, est spécialisée dans la vente de viandes fraîches et autres produits congelés, surgelés et secs (viandes, poissons, fruits et légumes).

GROUPE PUBLIC DE L'INDUSTRIE MÉCANIQUE Quasi-réalisation d'un plan d'investissement de 42 milliards DA

Un plan d'investissement de 42 milliards de DA mobilisé par le Groupe public de l'industrie mécanique (AGM) a été réalisé à près de 80% et devrait s'achever d'ici la fin 2018, a indiqué son P-dg, Bachir Dehimi, dans un entretien accordé à l'APS.

"Nous pouvons dire que le potentiel mécanique national existe bel et bien", affirme-t-il. Ces investissements ont été prévus par un plan d'action de ce groupe sur la période 2016-2022, axé autour du développement de ses activités à travers la modernisation de la gamme des produits, l'amélioration de leur qualité, le développement de l'intégration nationale ainsi que l'exportation.

M. Dehimi explique que les équipements qui étaient fabriqués auparavant commençaient à devenir d'"ancienne génération", autrement dit "obsolescentes".

A travers ce plan d'action, il s'agit essentiellement de développer, sous le label des partenaires étrangers de ce groupe, des équipements de nouvelle génération et conformes aux standards internationaux afin de pouvoir faire face à la concurrence. Pour les tracteurs agricoles fabriqués avec le groupe américain AGCO Massey-Ferguson avec des puissances variées (45, 82, 100, 150 et 200 chevaux), le même responsable relève qu'AGM fabrique, actuellement, à une cadence de 5.000 tracteurs/an contre 2.500 auparavant.

Dans le cadre des investissements réalisés avec ce partenaire américain, il est possible de passer à une capacité de production de 8.000 tracteurs/an d'ici deux (2) ans pour satisfaire les besoins complémentaires, et de 10.000 unités/an l'année suivante pour passer à l'exportation, selon ses prévisions.

Avec la production actuelle de 5.000 tracteurs/an, "le marché est aujourd'hui satisfait à près de 100%", fait-il valoir, ajoutant que cette performance explique la décision des pouvoirs publics de suspendre l'importation des tracteurs agricoles dans le cadre de la liste des 851 produits suspendus à l'importation depuis janvier 2018.

Même cas pour les moissonneuses-batteuses fabriquées en partenariat avec Massey-Ferguson: les capacités du



groupe AGM ont atteint 1.000 unités/an, satisfaisant totalement la demande tout en prévoyant, dans une prochaine étape, l'exportation de l'excédent, selon le même responsable.

Quant aux matériels agricoles de préparation du sol (charrues, herses...), fabriqués en partenariat avec la société portugaise Galucho, M. Dehimi avance que l'AGM est en mesure de satisfaire la demande nationale à hauteur de 80%: "A chaque fois qu'un marché se manifeste, nous avons les capacités de le prendre en charge dans les six mois qui suivent, car les capacités et le savoir-faire existent".

Pour ce qui est des engins de travaux publics, il fait savoir qu'en partenariat avec la firme germano-suisse Liebherr, un projet de fabrication d'engins de manipulation des conteneurs maritimes sur les quais (stakers) sera lancé prochainement.

"C'est un projet que nous sommes en train de développer avec Liebherr, et je pense que d'ici la fin 2018, nous allons commencer à produire des stakers", avance-t-il. Il cite aussi un autre projet en phase de concrétisation avec le partenaire français Piriou pour fournir à la filiale Sonatrach marine, des remorqueurs marins dont les premières livraisons sont prévues d'ici la fin de l'année 2018. Concernant les moteurs pour camions, tracteurs agricoles et grands engins de travaux publics, un projet est ac-

tuellement en cours de réalisation en partenariat avec Mercedes-Benz-Deutz-MTU à travers une société mixte créée il y a deux ans.

2018, l'année de l'exportation

L'autre axe de la stratégie du groupe AGM est l'exportation, une étape importante qui devrait se faire avec le soutien des partenaires étrangers lesquels possèdent des réseaux commerciaux: "Aujourd'hui, le potentiel à l'exportation existe, d'autant que nous allons proposer à l'exportation des produits avec le label du partenaire étranger", explique-t-il avant d'ajouter que 2018 sera pour le groupe l'année de l'exportation.

A ce propos, le P-dg d'AGM relève que des structures chargées de l'exportation ont été créées, il y a plus d'une année, au niveau de chaque filiale du groupe.

Citant l'exemple des moissonneuses-batteuses, M. Dehimi indique qu'il existe déjà deux opportunités d'exportation vers le Moyen-Orient et l'Afrique: "Nous sommes en train de travailler dessus".

La sous-traitance au cœur de la stratégie du groupe

Concernant le taux d'intégration atteint jusque-là par le groupe, il diffère d'un produit à un autre et est réalisé par les filiales de ce groupe.

Prenant l'exemple des tracteurs de nouvelle génération, le groupe avait commencé à

faire de l'assemblage pendant une (1) année avant de basculer, par la suite, vers la production de tracteurs intégrés.

Ainsi, à fin 2017, le taux d'intégration dans la fabrication de ces tracteurs a été de 37% y compris le moteur (15%) fabriqué par une autre filiale du groupe.

À la fin 2018, il est prévu de réaliser un taux d'intégration de 53% avant de passer à 61% à fin 2019 en dehors du moteur, table-t-il.

Quant au taux d'intégration dans la fabrication des moissonneuses-batteuses, il avait atteint 63% en 2016 et 70% en 2017.

Pour ce qui est du taux d'intégration dans la production des matériels agricoles d'accompagnement en partenariat avec la société portugaise Galucho, il est actuellement de 20% pour atteindre 50% en 2019.

S'agissant des engins de travaux publics fabriqués sous la marque Liebherr, le taux d'intégration a atteint 22% à fin 2017, en dehors du moteur, avant de s'établir à 42% en 2018, hors moteur.

Pour le matériel de compactage, ce taux était de 26% en 2017 hors moteur pour passer à 40% en 2018 et 47% en 2019.

Pour les embarcations de pêche fabriquées en acier et en aluminium, elles ont été intégrées à hauteur de 40% en 2017 et devraient atteindre 70% à fin 2018.

Selon M. Dehimi, toutes les filiales du groupe activent dans la sous-traitance entre elles et avec leurs clients extérieurs (secteurs de l'énergie, des transports, ressources en eau...), précisant que l'apport du secteur privé dans le taux d'intégration des équipements fabriqués par le groupe oscille entre 3% à 5% seulement.

Quant aux perspectives du groupe, il note que plusieurs de ses filiales préparent d'autres plans de développement sur la période 2020-2022: "Là où il y a nécessité de faire des investissements d'appoint, nous le ferons".

BANQUE MONDIALE L'économiste en chef démissionne après la polémique sur le classement Doing Business

L'économiste en chef de la Banque mondiale (BM), Paul Romer, a démissionné de son poste après la polémique suscitée par ses révélations fracassantes sur le classement Doing Business.

Romer a fait part de sa décision de quitter ses fonctions avec "effet immédiat", selon la presse américaine, qui cite une note en interne du président du groupe de la BM, Jim Yong Kim. Depuis sa prise de fonctions en 2016, l'économiste en chef était en conflit permanent avec les responsables de la BM sur la méthodologie et la rédaction des rapports produits par cette institution financière internationale. En janvier, il avait accusé l'institution de Bretton Woods d'avoir modifié injustement les indicateurs de son rapport annuel sur le climat des affaires dans le monde pour des motivations politiques. Dans un entretien accordé

le 12 janvier au Wall Street Journal, Paul Romer, a admis que les changements de la méthodologie du rapport Doing Business, opérés ces dernières années, ont été motivés par des considérations politiques, citant le cas du Chili, dont la notation a été volontairement abaissée depuis l'arrivée au pouvoir de la socialiste Michelle Bachelet en 2014. Le Chili qui a enregistré depuis 2010 une progression constante dans le Doing Business, a vu son classement chuter de la 34 place en 2014 à la 57ème place en 2017 en raison de l'introduction d'un indicateur sur les délais de paiement des impôts, imposé aux entreprises, qui a coûté cher à ce pays en matière d'attractivité économique. Ce recul important a été enregistré, alors que les conditions économiques du Chili n'ont affiché aucune détérioration, selon l'économiste en chef

de la BM. Les auteurs du rapport auraient voulu donner une mauvaise image de la situation économique de ce pays de l'Amérique Latine, a-t-il laissé entendre. La régression du Chili aurait profité au Mexique qui a capté, durant quatre années, l'essentiel des IDE vers l'Amérique Latine. "Je veux m'excuser personnellement auprès du Chili, et des autres pays qui auraient pu être affectés par ces changements", a indiqué Paul Romer au Wall Street Journal. Paul Romer qui s'est exprimé jeudi après sa démission a indiqué sur son blog que la Banque Mondiale, appelé à opérer dans le domaine de la diplomatie, faisait l'objet d'une "tension" inévitable "résultant des difficultés de concilier les objectifs diplomatiques et les exigences de la recherche scientifique."

SOUDAN DU SUD : La FAO a besoin de 7,5 millions de dollars pour une campagne de vaccination du bétail

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a besoin de 7,5 millions de dollars en vue de mener à bien une campagne urgente de vaccination du bétail au Soudan du Sud, a indiqué la FAO sur son site web.

La FAO a pour objectif de protéger 9 millions d'animaux (soit 30% du bétail du pays), 6 millions en 2017 des fréquentes épidémies de maladies animales.

A ce jour, la FAO a été uniquement en mesure de mobiliser un quart des fonds nécessaires (soit 2,5 millions de dollars sur 10 millions).

Garder les animaux en vie est primordial dans un pays où la majorité de la population dépend du bétail pour sa survie et où la moitié de la population est confrontée à une situation de faim aiguë.

Dans la plupart des régions du pays, la FAO et ses partenaires sont les principaux fournisseurs de vaccins.

"Nous essayons de vacciner autant d'animaux que possible.

Si nous attendons deux mois supplémentaires, les pluies commenceront et la moitié du pays sera complètement coupée du reste du territoire ou extrêmement difficile à atteindre, tandis qu'un grand nombre d'animaux risquent de se retrouver piégés dans une situation impossible", a expliqué un représentant de la FAO au Soudan du Sud.

M. Serge Tissot, M. Tissot a déploré que jusqu'à ce jour, 300 000 animaux seulement ont été vaccinés et protégés de maladies courantes telles que le charbon symptomatique, la septicémie hémorragique et l'anthrax, dans l'Etat d'Awel, dans le nord-ouest du pays.

"Les agriculteurs de cette région nous ont dit que leur bétail avait été malade pendant plusieurs mois et nous avons réussi à parvenir jusqu'à eux à temps pour évaluer la situation, apporter les soins de santé nécessaires et démarrer les vaccinations qui permettront de protéger le bétail des principales maladies" a-t-il dit.

Il a expliqué que, si des fonds supplémentaires ne sont pas injectés, nous ne serons pas en mesure d'atteindre d'autres agriculteurs confrontés aux mêmes problèmes et qui risquent de perdre leurs moyens d'existence. "Lorsque ma bête tombait



malade, j'utilisais des herbes trouvées dans les buissons car on n'a pas de médicaments dans la région.

Mais cela n'a pas aidé.

La bête a perdu du poids et son pelage n'avait pas bonne mine.

A présent, elle a cessé de s'alimenter. J'ai peur qu'elle ne meure bientôt", déplore un propriétaire de bovins à Awel.M.Kiir Mawein.

Les populations vivant en zone rurale n'ont pas d'autre choix que de nourrir leurs animaux malades avec des herbes ou de se rendre dans les villes les plus proches un voyage qui peut souvent durer plusieurs jours à pied pour finalement se rendre compte qu'il n'y a pas de médicaments vétérinaires ou qu'ils sont trop chers.

Les 7,5 millions de dollars dont la FAO a encore besoin couvriront des frais de vaccination et permettront de construire trois nouvelles plateformes qui serviront à respecter la chaîne du froid dans les régions éloignées.

Cela permettra également de pallier à certains problèmes majeurs, notamment lorsqu'il s'agit de fournir des soins de santé animale et de livrer des médicaments au Soudan du Sud: la distance, la chaleur (la température moyenne est de 30 C et peut monter jusqu'à 45 C au cours des mois les plus chauds), le manque d'infrastructures et les soins de santé. Pour les popula-

tions sud-soudanaises, le bétail signifie la vie.

Il les éloigne de la faim comme le disent les agriculteurs.

Il fournit non seulement une source importante de nourriture mais représente aussi un filet de sécurité.

"En cas d'urgence, les agriculteurs peuvent vendre une de leurs bêtes pour couvrir d'autres besoins plus urgents", a ajouté M. Tissot.

Pour renforcer la résilience et assurer un meilleur fonctionnement des services de santé animale, la FAO a mis sur pied un réseau de travailleurs communautaires spécialisés en santé animale.

Jusqu'à présent, 1000 travailleurs communautaires spécialisés en santé animale ont été formés à mener des examens de santé de routine et à vacciner le bétail dans le cadre du Programme d'urgence de la FAO pour le bétail.

En 2018, la FAO souhaite former 1000 autres travailleurs communautaires spécialisés en santé animale afin de développer les services vétérinaires à travers le pays.

La FAO poursuit également son action auprès des groupes de femmes en vue de renforcer les petites entreprises, en les aidant à vendre leurs produits d'origine animale comme le lait et d'autres produits laitiers.

PRIX DU PÉTROLE Le pétrole new-yorkais termine au plus haut depuis décembre 2014 à 66,14 dollars le baril

Le prix du pétrole new-yorkais a terminé à un nouveau plus haut depuis décembre 2014 vendredi, propulsé par un dollar au plus bas depuis plus de trois ans face à un panier de devises concurrentes.

Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en mars, référence américaine du brut, a gagné 63 cents pour clôturer à 66,14 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Le WTI a progressé de 4,50% sur la semaine et de 9,52% depuis le 1er janvier, se dirigeant ainsi vers la plus forte hausse mensuelle depuis neuf mois.

Le "dollar index", un indicateur qui compare la devise américaine à un panier de six devises étrangères, a repris sa baisse vendredi après une trêve jeudi, en lice pour un recul mensuel de 3,3%, un niveau pas vu depuis mars 2017.

"Il n'y a pas beaucoup de nouvelles en dehors de la chute du dollar, le marché s'accroche donc à la croyance généralement admise qu'il y a une corrélation inversée entre le dollar et le prix du pétrole", a estimé Mike Lynch de SEER.

Une baisse du billet vert rend moins onéreux et donc plus attractifs les achats de matières premières libellés dans la devise américaine pour les investisseurs munis d'autres devises.

"Tant que le dollar restera sur la défensive, aucune baisse prononcée des prix n'aura lieu" sur le cours du pétrole américain, a noté Commerzbank.

Le marché a poursuivi sa progression malgré la publication vendredi par la société américaine Baker Hughes d'un nombre hebdomadaire de puits de pétrole actifs aux Etats-Unis en forte hausse de 12 unités, à 759 puits.

Cette hausse suggère un accroissement de la production dans les prochaines semaines.

"La réalité, c'est que le marché s'attend depuis plusieurs semaines déjà à une forte augmentation de la production américaine", a commenté M.

Lynch.

"Mais la bonne santé de l'économie mondiale et la demande attendue en hausse parviennent à surmonter tout doute qui viendrait à émerger" sur un risque de production excessive de la part des Etats-Unis, a-t-il ajouté.

CANADA Inflation de 1,9% en décembre sur un an

L'inflation a ralenti à 1,9% en décembre sur un an au Canada avec des hausses de prix plus sensibles pour les carburants et le logement, a annoncé vendredi l'institut de la statistique.

En novembre, l'indice des prix à la consommation (IPC) avait augmenté de 2,1% par rapport au même mois de 2016.

La hausse de décembre correspond exactement au rythme prévu par les économistes selon la moyenne de leurs prévisions.

Dans pratiquement toutes les grandes catégories, les prix ont progressé à l'exception des biens de consommation durable comme l'ameublement ou les équipements ménagers, selon Statistique Canada.

Comme en novembre, c'est une nouvelle fois dans les transports que les prix ont augmenté le plus en décembre (+4,9% sur un an).

L'inflation a été alimentée par l'essence avec un bond de 12,2%, certes un rythme plus ralenti qu'en novembre (+19,6%).

Pour le logement, la hausse des prix a été de 1,4% en décembre sur un an, sous l'impact de la progression des tarifs du gaz (+6,2%).

Les prix de l'alimentation ont progressé de 2% avec notamment les étiquettes des légumes (+6,9%).

Pour les boissons alcoolisées et le tabac, la hausse a été de 2,8% le mois dernier.

Hors éléments les plus volatils comme l'alimentation et les carburants, l'indice des prix a augmenté de 1,7% en décembre, selon Statistique Canada. La semaine dernière, la Banque du Canada avait relevé son principal taux directeur d'un quart de point à 1,25% en raison notamment d'un rythme d'inflation de base plus soutenu.

APS

ÉTATS-UNIS Croissance solide au 4^e trimestre à 2,6%

L'économie américaine a maintenu une croissance solide au quatrième trimestre 2017, essentiellement soutenue par la hausse des dépenses de consommation et la construction résidentielle, selon les chiffres publiés vendredi par le département du Commerce américain.

La croissance du PIB durant le dernier trimestre de l'année dernière s'est établie à 2,6% et reste solide malgré un léger recul par rapport au troisième trimestre qui a enregistré une hausse de 3,2%, précise le département dans sa première estimation de la progression du produit intérieur brut des Etats-Unis au quatrième trimestre.

Une deuxième estimation est prévue pour le 28 février prochain.

Le dernier ralentissement reflète en effet une détérioration du déficit commercial et une croissance molle des stocks des entreprises et reste en baisse par rapport aux prévisions des analystes qui ont tablé sur une progression de 2,8%.

Au dernier trimestre 2017, la croissance a été largement soutenue par la



hausse des dépenses de consommation qui contribuent à 70% de l'activité économique aux Etats-Unis.

La progression dans ce compartiment a atteint 3,8% au quatrième trimestre.

Pour l'ensemble de l'année 2017, la croissance de la première économie mondiale a progressé de 2,3%.

Il s'agit d'une amélioration significative comparée au taux de 1,5% réalisé

en 2016. Les économistes anticipent une croissance encore meilleure cette année, qui sera dopée par les réductions d'impôts prévues par l'administration américaine. Pour autant, l'amélioration sera de courte durée et ne dépassera 0,4% en 2018 et 0,2% en 2019, prévoient-ils. D'autres analystes suggèrent que le relèvement du taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine devrait ramener le taux de croissance à 2,2%. La Fed pourrait procéder cette année à des hausses vigoureuses pour faire face au défi du plein emploi.

L'investissement des entreprises dans de nouvelles usines et équipements a été également robuste, atteignant un taux de 6,8% au quatrième trimestre, alors que les dépenses dans la construction résidentielle ont augmenté de 11,6% après deux trimestres de baisse.

Ces performances ont été, cependant, compensées par une forte augmentation du déficit commercial, qui a réduit la croissance de 1,1 point, et aussi par la baisse de la reconstitution des stocks des entreprises.

TLEMCEM : Les 105 familles de Sidi Miloud (Remchi) transférés à la cité 500 logements de Sidi Ahmed

Les 105 familles vivant dans des conditions insalubres et difficiles au niveau du Village de Sidi Miloud (Remchi), seront transférées à la cité 500 logements publics locatifs de Sidi Ahmed, a-t-on appris, jeudi, lors d'une visite de travail du wali de Tlemcen à travers cette daïra. Datant des années quatre-vingt-dix, ce village, mitoyen à la route nationale 22, reliant Ain Temouchent à Tlemcen, via Remchi, a vu l'édification de 105 habitations ne répondant pas aux normes urbanistiques et sanitaires. Le responsable de l'exécutif, Ali Benyaïche, a instruit les responsables concernés, dont le chef de daïra, pour le transfert des familles vers la cité des 500 logements LPL, où 196 unités viennent d'être relancées, et l'éradication des anciennes bâtisses.

A la même cité de Sidi Ahmed, le wali a décidé l'octroi de 135 aides à l'habitat rural, de l'exercice 2018, à des familles pour l'achèvement de leurs constructions, les services concernés prendront en charge, pour leur part, les travaux de raccordement aux réseaux d'assainissement et d'eau potable. Le directeur des ressources en eaux a affirmé, par ailleurs, qu'une somme de 80 millions de dinars a été consacrée pour l'éradication des points noirs de la ville de Remchi, notamment, les fuites d'eau potable, faisant savoir qu'une étude a été effectuée pour la réhabilitation du grand collecteur d'eaux usées et pluviales d'Oued Namouss.

En visitant une nouvelle unité de fabrication d'emballages en plastique, le responsable de l'exécutif a mis l'accent sur les mesures incitatives mises en place par les pouvoirs publics pour l'encouragement des investisseurs. Réalisé en 36 mois, cet investissement de 191 millions de dinars, assurera à ces débuts 35 postes d'emplois, et 250 en 2020. Son propriétaire se projette dans l'opération de remplacement de caisse en bois par celles en plastiques décidée par le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques. Une action d'exportation vers la Mauritanie est à l'étude, a indiqué ce promoteur au wali.

Le responsable de l'exécutif a instruit, au niveau de la zone d'activités de Remchi, les responsables chargés de sa gestion, de retirer les terrains aux promoteurs qui n'ont pas encore lancé leurs projets au nombre d'une dizaine sur 28 terrains. Au niveau du nouvel échangeur entre les RN 22 ET 35, des aires de restauration et de repos seront édifiées au profit des usagers de la route de cet important axe routier.

Dans la commune de Sebâa Chioukh, les habitants ont soulevé au wali leurs préoccupations concernant la réalisation d'une nouvelle école primaire, l'actuel établissement fonctionnant avec 43 élèves par classes, ont-ils déploré. Une situation similaire est enregistrée au niveau du CEM Si-missoum-benazzouz construit en 1994.

Cette collectivité locale a bénéficié d'un nouveau réservoir de 500 m³ qui a nettement amélioré l'approvisionnement en eau potable de ses habitants. Toutefois, la gestion de l'AEP par l'Algérienne des eaux requiert l'apurement d'une dette de 16 millions de dinars, a affirmé son directeur Houalef, faisant savoir que des créances de 340 millions de dinars sont recensées pour toute la wilaya de Tlemcen. Outre l'affectation d'une ambulance pour cette commune, le wali a instruit ses collaborateurs pour l'inscription d'un espace limitrophe du réservoir dans le cadre des forêts récréatives. Enfin, la commune d'El Fehoul qui a bénéficié de la réalisation d'un nouveau pont sur le chemin de wilaya 38 A la reliant à Ain Youcef, verra la réhabilitation de cette même route, dont l'état actuel représente un danger pour la circulation automobile.

APS

TISSEMSILT

Environ 550 logements publics locatifs seront distribués à Khemisti

Le wali de Tissemsilt, M. Abdelkader Benmessaoud, accompagné d'une délégation composée du secrétaire général de la wilaya et des responsables des différents secteurs, a effectué une visite d'inspection et de travail dans la commune de Khemisti, chef lieu de daïra.

Abed Meghit

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi des projets en cours de réalisation. Le wali a inspecté et visité le projet de réalisation de l'interconnexion entre les systèmes d'alimentation en eau potable à partir des barrages de Deur Deur et Kouadiat Rosfa afin de mettre en liaison de manière réciproque des unités d'adduction dans le but d'assurer la continuité de l'approvisionnement ainsi que la sécurisation quantitative et qualitative de l'alimentation en AEP des communes de Tissemsilt, Khemisti et Laâyoune pour un coût de 590 130 005,40 DA dont les travaux ont été démarré le 02 juillet 2016 pour un délai de 30 mois. Après avoir entendu et suivi le compte rendu des travaux en cours, le wali a donné des instructions fermes à l'entreprise réalisatrice du projet sur la nécessité d'achever les travaux au plus tard d'ici 19 mars de l'année en cours. La deuxième halte a conduit la délégation de la wilaya au projet de réalisation d'un complexe agroalimentaire de "Amor Benamor". Sur place, le wali n'a pas manqué de s'adresser au représentant de l'investisseur de ce projet de la nécessité d'accélérer le rythme du travail et de mettre les équipements en place, afin que ce projet soit fonctionnel et opérationnel dans les trois ou quatre mois qui suivent. Le wali a inspecté le projet de 640 logements publics locatifs (LPL) dont 550 unités seront distribuées dans les



prochains mois au plus tard à la fin du mois de février ou début de mars 2018, a déclaré le wali. Il a ajouté qu'une instruction a été donnée au chef de daïra pour lancer les procédures de distribution de ce lot d'habitat en voie d'achèvement des travaux de raccordements aux réseaux et d'aménagement externe. Le wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmessaoud, n'a pas hésité à montrer son mécontentement quant au retard exagéré enregistré dans le projet de 92 logements promotionnels.

Le wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmessaoud, a annoncé jeudi l'annulation d'un projet de réalisation de 92 logements promotionnels privés dans la commune de Khemisti et de reconverter son terrain pour des loge-

ments promotionnels aidés (LPA). Le wali a décidé, lors d'une visite d'inspection de plusieurs projets de développement dans la commune de Khemisti, d'annuler ce projet et de suspendre l'entreprise de réalisation incapable de le concrétiser, indiquant que le terrain sera octroyé à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) pour concrétiser un programme LPA. Il a souligné que le terrain de ce projet implanté dans un site convenable dans la ville de Khemisti devra accueillir 200 LPA pour concrétiser un nouveau pôle d'habitat disposant de magasins et d'un parking. Les procédures seront entamées dès la semaine prochaine pour permettre à l'OPGI de lancer ce projet d'habitat.

Réception d'un nouveau bureau de poste à Khemisti

La population de la commune de Khemisti a poussé un grand ouf de soulagement après avoir souffert de l'existence d'un seul et unique bureau de poste et des files interminables devant les guichets, avons-nous appris de sources locales. Ce jeudi dernier, la commune de Khemisti s'est vue renforcée par un nouveau bureau de poste moderne, réalisé au quartier dit Ain El Hamra pour une population de plus en plus nombreuse, ce type d'infrastructure vient à point nommé pour améliorer la



qualité du service public dans la daïra de Khemisti. C'était en présence des autorités locales, à leur tête le wali de Tissemsilt, M. Abdel-

kader Benmessaoud, que l'inauguration de ce bureau de poste a eu lieu en présence des citoyens visiblement satisfaits de nouvel acquis pour

la ville et ce qui permettra à la wilaya de Tissemsilt de réaliser un taux de couverture assez appréciable. Ce bureau dénommé "Chahid Mohamed Bengoucha" est composé d'une salle d'attente équipée de chaises, des guichets et d'un espace bureau pour le receveur soulagera grandement les employés de la poste principale. "Les liquidités sont disponibles et les prestations seront très bonnes" a déclaré le chef de bureau de cette nouvelle poste.

A. M.

Le secteur des œuvres universitaires à Tissemsilt s'est doté d'un restaurant central de 800 places

Le wali de Tissemsilt, M. Abdelkader Benmessaoud, a procédé mercredi dernier, à l'inauguration d'un restaurant central de 800 places. « Le service est assuré par un personnel compétent et suffisant, il n'y a donc pas lieu pour les étudiants de réclamer ou de critiquer la restauration » souligne Mohamed DEROU, directeur des œuvres universitaires de Tissemsilt. Il y a lieu de noter que des menus soigneusement étudiés sont proposés aux étudiants qui ne paient qu'un prix symbolique pour les repas, le reste étant pris en charge par des subventions de l'Etat. La direction du DOU de Tissemsilt a mis en place un programme conséquent com-

portant des activités diverses dans les domaines culturel, sportif et scientifique afin de créer un climat de convivialité et de chaleur au sein du centre universitaire et des cités universitaires. Grâce à ces activités, le DOU participe à la découverte de talents parmi les étudiants et les aide à parfaire leurs capacités pour en faire profiter la nation entière.

Parmi les missions de la direction du DOU, la sécurité des personnes et des biens à l'intérieur des cités universitaires est primordiale car, sans sécurité, il devient impossible aux résidents de trouver le confort et la tranquillité qui leur permettent de récupérer après leurs études

et de se préparer pour entamer une autre journée d'apprentissage. Afin d'arriver à gérer le nombre important d'étudiants au sein des trois cités universitaires, la direction du DOU a vite fait de généraliser la carte magnétique permettant un contrôle rigoureux de tous ceux qui y pénètrent. C'est ainsi le cas pour le restaurant central universitaires, la bibliothèque, les chambres et tous les espaces à l'intérieur des cités. L'éclairage des lieux, le dispatching adéquat des agents de sécurité, le contrôle rigoureux aux entrées et la surveillance des points névralgiques des cités ont été pris en charge dans le cadre d'un plan global de sécurité adopté par la direc-

tion du DOU de Tissemsilt. En outre un autre projet d'une résidence universitaire de 2 000 lits a été inauguré en octobre 2017, a-t-on appris du directeur des œuvres universitaires de Tissemsilt. Cette résidence universitaire, située près de la cité d'Ain El Bordj (01 km seulement à l'est du chef-lieu de la wilaya) et qui viendra renforcer les capacités d'hébergement déjà existants comprend de nombreux équipements culturels, dont un restaurant qui offre plus de 500 repas, une salle de sports, des terrains de proximité, un bloc technique, des douches et une grande bache à eau, ainsi qu'un bloc administratif.

A. M.

UN GROUPE DE 13 MALFAITEURS ARRÊTÉ

25 portables récupérés par les gendarmes

Agissant sur la base de renseignements, les services de la gendarmerie nationale de la wilaya d'Ain Defla, ont réussi à mettre hors d'état de nuire un réseau de trafiquants de portables, à la fin de la semaine dernière. Treize membres(13) composant ce réseau ont été arrêtés pour association de malfaiteurs, faux et usage de faux, vol et usurpation.

Salim Ben

Effectivement, des informations parvenues aux services de sécurité de la gendarmerie faisaient état de l'existence de ce groupe au niveau dans la ville d'Ain Defla. Aussitôt alertés, les éléments de la gendarmerie se sont déplacés sur les lieux. Suite à un plan bien étudié, les gendarmes ont intercepté les voleurs. Il s'avérera, après vérification des documents, et de leur véhicule, qu'il s'agit d'un groupe de malfaiteurs. Les gendarmes ont récupéré les objets volés, entre autres, 25 téléphones mobiles de différents types, 19 cartes téléphoniques pour différents opérateurs, support magnétique, 4 cartes d'emballage, 3 tablettes intelligentes, appareil photo, 1-pad, moto sans-papiers, documents administratifs, et document d'un véhicule de type Da-



viski, ont été récupérés. Au cours de l'enquête, les gendarmes ont résolu 17 affaires reliées par ce groupe de voleurs. Après l'achèvement des procédures

d'enquête, les détenus ont été traduits devant le procureur général de la République devant le tribunal d'Ain Defla et mis sous mandat de dépôt.

MILIANA (AIN DEFLA)

4 malfaiteurs arrêtés pour vente de kif et psychotropes

« La police a saisi 77 grammes de kif traité »

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous ses diverses formes, les éléments de recherche et d'investigation (BRI) de Miliana, relevant de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Ain Defla, ont réussi à mettre un terme à l'activité d'un groupe criminel organisé dans le trafic de drogue et arrêté 04 personnes, originaire de la ville de Miliana, âgé entre 27 et 38 ans, avec une quantité de 77 grammes de kif traité et des montants d'argent.

Cette opération est intervenue suite à l'obtention des informations aux services de la sécurité autour d'une personne de cette bande, originaire de la ville de Miliana, qui desservait sa marchan-



dise et ses médicaments prohibés au niveau de « Bab Gharbi » dans la même ville. L'exploitation des informations pertinentes, a permis aux policiers de réagir dans

le bon moment et mettre la main sur ce malfaiteur, et donné lieu à l'ouverture d'une enquête pour l'identification du reste des membres de ce réseau qui ont été

aussitôt arrêtés successivement avec une quantité de kif et psychotropes estimée à (77,75 grammes), ainsi qu'une somme d'argent de 24.000 dinars gain de leur promotion de ces produits prohibés. Après l'achèvement des procédures d'enquête, les accusés ont été présentés devant le procureur de la Cour de Miliana, qui a renvoyé le dossier à au juge magistrat conformément aux procédures de comparution immédiate, où a émis le droit de mettre les accusés sous mandat de dépôt pour la création de groupe de malfaiteur organisé, et la commercialisation du kif traité et psychotropes prohibés.

S. Ben

Saisie de 705 comprimés de psychotropes à Oran et Sétif

Les services de la Sûreté nationale ont saisi dernièrement 705 comprimés psychotropes et arrêté sept (7) individus suspects, dans des opérations distinctes à Oran et Sétif, indique vendredi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Suite à des informations faisant état d'un suspect s'adonnant au trafic de comprimés psychotropes, les éléments de la Sûreté de la wilaya d'Oran, ont procédé à l'arrestation d'un suspect et à la saisie de 599

comprimés psychotropes tandis que cinq autres individus ont été arrêtés à Sétif et 106 comprimés psychotropes saisis. Par ailleurs les services de la sûreté de la wilaya de Saïda ont saisi une quantité importante de boissons alcoolisées (608 unités) destinées à la vente illicite et ont interpellé deux (2) individus suspects impliqués dans ce délit.

À Mascara, les éléments de la police judiciaire de la sûreté de cette wilaya ont procédé à la saisie de 960 unités de boissons alcoolisées.



6 voleurs arrêtés à Khemis Miliana par la Gendarmerie nationale

Les éléments de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Ain Defla ont procédé récemment à l'arrestation d'un groupe de malfaiteurs spécialisé dans le vol des voitures et locaux de commerces, a indiqué une source autorisée.

En effet, précise la même source, c'est au cours d'une patrouille effectuée par les services de la gendarmerie que plusieurs individus ont été surpris en flagrant délit et furent aussitôt arrêtés au niveau de la ville de Khemis Miliana (Est du chef-lieu de la wilaya d'Ain Defla). Il s'agit de six personnes où tous des repris de justice, de différents âges, originaire des communes avoisinantes. Pour rappel, la population de cette région avait alerté à maintes reprises les services compétents sur la présence de voleurs des voitures et locaux de commerce, ce qui a conduit à accroître la surveillance sur ces lieux. A souligner aussi, le soulagement exprimé par la population locale suite à la mise sous mandat de dépôt de ces dangereux malfaiteurs, après avoir été traduits devant le procureur général du tribunal de Khemis Miliana.

Salim Ben

GRIPPE SAISONNIÈRE : 10.000 doses antigrippales utilisées à Ghardaïa

Plus de 10.000 doses de vaccin antigrippal ont été utilisées à ce jour dans la wilaya de Ghardaïa au titre de la campagne 2017/2018 de vaccination contre la grippe saisonnière, a-t-on appris hier de la direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH).

L'opération qui se poursuivra durant toute la période hivernale, est menée à travers l'ensemble des établissements publics de santé de proximité (EPSP), les établissements publics hospitaliers (EPH), les centres de soins et les polycliniques et les centres de protection maternelle et infantile (PMI), selon la même source. La vaccination contre la grippe saisonnière est recommandée pour les personnes âgées de 65 ans et plus, les malades atteints de pathologies chroniques présentant un risque élevé aux complications de la grippe, les femmes enceintes et le personnel exerçant dans le domaine de la santé, a expliqué à l'APS le DSP Ameur Benaïssa.

Pas moins de 80% des doses de vaccin antigrippal destinées à la wilaya de Ghardaïa ont été consommées à travers l'ensemble des points de vaccination relevant des établissements de santé de la wilaya, a précisé le même responsable. La quantité de vaccins réservés pour la wilaya de Ghardaïa est de 13.000 doses jugée "suffisante" pour satisfaire la demande en la matière, a-t-il ajouté.

Cette action de prévention a été précédée par une campagne de communication et de sensibilisation auprès des acteurs de la société lancée à travers les ondes de la radio locale, les mosquées et le milieu médicale pour expliquer les effets positifs et l'intérêt de la vaccination contre la grippe.

APS

CHINE: Le centre et l'est paralysés par de fortes chutes de neige



Le centre et l'est de la Chine étaient paralysés vendredi par de fortes chutes de neige, a rapporté l'agence Chine nouvelle. "Dans la province chinoise du Zhejiang (est), 43 trains et 108 vols ont été annulés vendredi en raison de fortes chutes de neige qui balayaient différentes parties du pays", a indiqué Chine nouvelle. "Le nord du Zhejiang est frappé par des chutes de neige moyennes à fortes depuis jeudi, et certaines régions ont connu des tempêtes de neige. Des villes telles que Shaoxing et Ningbo ont enregistré de quatre à dix centimètres de neige, et jusqu'à 15 centimètres par endroits", a-t-elle poursuivi.

Le centre météorologique local a indiqué que la neige continuerait jusqu'à la fin du mois, une vague de froid gla-

cial étant prévue le 30 janvier.

Dans le sud-ouest de la province du Guizhou, 25 villes, districts et préfectures ont été frappés par le gel vendredi.

Selon le centre météorologique provincial, la majeure partie de la province sera frappée par des pluies verglaçantes ou de la neige de vendredi à dimanche soir. De jeudi à vendredi, Shanghai a connu d'intenses chutes de neige pouvant atteindre 10 centimètres. Certains sections de ponts et de routes de la ville ont été fermées ou ont fait l'objet de limitations de vitesse.

Selon l'observatoire national de la Chine, 10 à 20 centimètres de neige sont tombés jeudi et vendredi dans des parties de l'Anhui, du Henan, du Hubei, du Hunan, du Jiangsu, du Jiangxi, de Shanghai et du Zhejiang.

Le Tchad va lancer le rapatriement volontaire de 20.000 réfugiés soudanais



Le rapatriement volontaire de 20.000 réfugiés soudanais résidant au Tchad depuis une quinzaine d'années, devra débuter dans un peu plus d'un mois, selon un communiqué conjoint Tchad-Soudan-HCR publié vendredi. "Il est prévu de commencer cette opération le 1er mai 2018 et pour cela des fonds devront urgemment être mobilisés", précise le document.

Réuni jeudi et vendredi à N'Djamena, la capitale tchadienne, le groupe de travail technique de la commission tripartite formée par des représentants des gouvernements du Tchad et du Soudan, et du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ont finalisé le plan opérationnel relatif à la mise en œuvre pratique du mouvement de retour.

Le plan d'opérations comprend, entre autres, des infor-

mations sur le nombre de réfugiés soudanais qui seront assistés pour le retour en 2018, les types et niveaux d'assistance qu'ils vont recevoir ainsi que les aspects logistiques incluant les points de départ et de réception, les points d'entrée à la frontière et les modalités d'aide aux personnes à besoin spécifique.

"Selon les résultats du sondage sur les intentions de retour, il est prévu d'assister 20.000 réfugiés soudanais à retourner chez eux au cours de cette année. Dans l'hypothèse où ce nombre venait à croître, les réfugiés additionnels qui auront exprimé leur volonté de retourner au Soudan seront aussi assistés", indique le communiqué. Plus de 323.000 Soudanais ont été accueillis dans des camps dans l'est du Tchad depuis 2003. (APS)

Cacao, sucre et café stables dans un marché sans entrain

Les prix du cacao, du café et du sucre sont restés stables cette semaine, la prévision de récoltes abondantes empêchant les prix de décoller. Ainsi, les prix du café sont restés relativement stables, alors que les analystes digéraient les données sur la récolte brésilienne.



quatrième trimestre.

"Après des données solides en Europe, les investisseurs s'attendaient à ce que l'Amérique suive, et les prix en ont souffert", ont expliqué d'autres analystes.

Pour ce qui est la tonne de sucre blanc, elle a atteint mercredi 350,50 dollars, son plus bas depuis plus de deux ans, avant de se ressaisir légèrement le reste de la semaine. "Le Brésil envisage d'arrêter sa taxation des importations d'éthanol américain, ce qui a débouché une vente de sucre puisque plus de canne pourrait être transformée", a expliqué un analyste.

"Les prévisions de récoltes abondantes en Inde et en Thaïlande continuent d'attirer l'attention des marchés", a par ailleurs rappelé un autre analyste.

Sur le Liffe de Londres, la tonne

de ROBUSTA pour livraison en mars valait 1.766 dollars vendredi à 15H30 GMT, contre 1.764 dollars le vendredi précédent à 15H20 GMT. Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'ARABICA pour livraison en mars valait 124,45 cents, contre 121,05 cents sept jours auparavant.

A Londres, la tonne de SUCRE BLANC pour livraison en mars valait 356,80 dollars, contre 356,40 dollars le vendredi précédent. A New York, la livre de SUCRE BRUT pour livraison en mars valait 13,38 cents, contre 13,32 cents sept jours auparavant.

A Londres, la tonne de CACAO pour livraison en mars valait 1.378 livres sterling, contre 1.379 livres sterling le vendredi précédent. A New York, la tonne pour livraison en mars valait 1.987 dollars, contre 1.932 dollars sept jours plus tôt.

Plus de 12.700 migrants illégaux rapatriés de Libye au cours des deux derniers mois

Plus de 12.700 migrants illégaux ont été rapatriés de Libye en moins de deux mois, a révélé vendredi l'Union africaine (UA) en moins de deux mois.

Au total 12.708 migrants africains avaient été rapatriés de Libye depuis le 5e sommet Union africaine-Union européenne (UA-UE) qui s'est tenu les 29 et 30 novembre 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Amira Elfadil

Mohammed, Commissaire aux affaires sociales de l'UA, a déclaré lors d'un point de presse en marge du 30ème sommet de l'UA, qui se tient du 22 au 29 janvier à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, que près de 4.000 migrants ont été rapatriés par les pays membres de l'UA, tandis que le reste a été ramené au pays d'origine avec l'aide de l'Organisation internationale pour les

migrants (OIM). Selon M. Mohammed, environ 700.000 migrants africains sont actuellement en Libye en difficulté, dont la majorité sont des migrants légaux qui étaient entrés dans le pays avant l'éclatement de la crise libyenne en 2012. Le commissaire a souligné que les migrants, originaires de 30 États membres africains, sont victimes de trafiquants illégaux, qui ont des ré-

seaux dans presque tous les pays touchés.

L'UE a alloué 100 millions d'euros au processus de rapatriement à l'aide d'un mécanisme tripartite mis en place entre l'UA, l'UE et l'OIM pour que le processus soit politique, opérationnel et opérationnel, a-t-il dit. Le mécanisme tripartite est dirigé par les dirigeants des pays membres de l'UA, de l'UE et de l'OIM, a-t-on noté.

La Zambie envisage la poursuite de sa politique de porte ouverte pour les réfugiés

Le gouvernement zambien a annoncé vendredi qu'il poursuivra sa politique de porte ouverte en accueillant les personnes cherchant un refuge après avoir fui les conflits dans leurs pays.

Le ministre des Affaires étrangères, Joseph Malanji, a affirmé que "le gouvernement met en place une politique de porte ouverte en ce qui concerne l'asile, ce qui a permis à des milliers de demandeurs d'asile et de réfugiés de trouver un sanctuaire en Zambie". Tout en reconnaissant les problèmes sécuritaires et les difficultés économiques qu'implique

l'accueil de milliers de réfugiés, le ministre zambien a expliqué que son pays "se sent dans l'obligation d'ouvrir ses portes dans l'esprit de partage du fardeau que portent ces populations". "Même si le nombre de réfugiés accueillis par la Zambie de 1966 à aujourd'hui est faible comparé à d'autres pays, le pays est prêt à partager ses expériences et ses meilleures pratiques avec les autres pays", a-t-il fait savoir lors de son intervention au sujet d'un rapport sur la situation politique et humanitaire en Afrique, à l'occasion de la 32ème session ordi-

naire du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba en Éthiopie. Il a insisté sur le fait que la communauté internationale doit oeuvrer en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique et a appelé l'UA à soutenir les pays qui accueillent les réfugiés. Actuellement, la Zambie abrite environ 63 810 réfugiés, qui sont pour la plupart originaires de la Région des Grands Lacs. Par ailleurs, d'anciens réfugiés ont choisi de rester en Zambie dans le cadre d'un programme d'intégration locale, et environ 15 000 réfugiés devraient en bénéficier.

RD CONGO: 7.000 personnes fuient au Burundi en trois jours en raison d'affrontements



Près de 7000 Congolais fuyant des combats entre l'armée et des rebelles dans la province du Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont été accueillis au Burundi depuis mercredi, selon un nouveau décompte de la police burundaise vendredi.

"A 08h00, 6.692 réfugiés (déjà enregistrés) à Rumonge et Nyanza-Lac, a annoncé la police, ajoutant que "le flux des réfugiés semble tarir". Signe que ces combats qui opposent l'armée congolaise à une milice, les Yakutumba, sont très violents, ces réfugiés étaient encore 3.500 jeudi et à peine 1.500 il y a deux jours.

Ces réfugiés ont pour la plupart traversé le lac Tanganyika sur des embarcations de fortune. Hier, tout le lac Tanganyika semblait couvert des centaines de pirogues de toutes les tailles, remplies à ras bord de réfugiés et de leurs biens, c'était très im-

pressionnant", a expliqué un militant des droits de l'homme, cité par l'AFP. "Lorsqu'il y a crépitement des balles, c'est normal que les habitants puissent fuir leur domicile", a estimé le porte-parole de l'armée congolaise dans le sud-Kivu, le capitaine Dieudonné Kasereka.

L'armée congolaise mène depuis plusieurs jours une opération contre la milice des Yakutumba (du nom d'un ex-officier de l'armée congolaise passé à la rébellion) dans la région de Fizi, à proximité du lac Tanganyika. Fin septembre, cette milice avait mené une offensive contre la ville d'Uvira, dans le Sud-Kivu, entraînant une intervention de la force onusienne en RDC.

L'Est congolais est déchiré par des violences depuis plus de vingt ans. Des milices locales et étrangères se battent pour le contrôle des zones riches en ressources naturelles.

SÉNÉGAL : Arrestation d'une personne pour des liens présumés avec la tuerie de 14 bûcherons en Casamance



Une personne a été arrêtée et placée sous mandat de dépôt pour des liens présumés avec la tuerie de 14 bûcherons le 6 janvier dernier en Casamance (sud du Sénégal), a rapporté vendredi la presse sénégalaise, citant le procureur du tribunal de Ziguinchor (chef-lieu de la région sud), Alioune Abdoulaye Sylla.

Le procureur, qui faisait le point sur l'enquête de la tuerie, a indiqué que les enquêtes ont permis d'identifier et de placer en garde à vue "la personne qui aurait planifié toute l'opération et 15 autres soupçonnées de participation à la tuerie". Le magistrat a ajouté que neuf autres personnes ont été libérées faute de charges suffisantes.

Selon le procureur, un lieutenant d'une faction du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, indépendantiste) s'est déplacé spéciale-

ment pour exécuter la tâche.

"A cette fin, une partie des armes, munitions et tenues seraient venues des bases d'un front du MFDC", a poursuivi M. Sylla. Il a annoncé l'ouverture d'une information judiciaire et la saisine du dossier par un juge d'instruction sur la base de plusieurs chefs d'inculpation, comme association de malfaiteurs, participation à un mouvement insurrectionnel, assassinat, tentative d'assassinat, détention d'armes sans autorisation administrative, coups et blessures volontaires et vol en réunion. Le massacre des 14 bûcherons par des hommes armés a eu lieu dans la forêt classée de Boffa-Bayotte dans la région de Ziguinchor. Ce massacre est lié, selon les médias locaux, à la coupe illégale et clandestine de bois qui fait l'objet d'un vaste trafic.

GRÈCE: 60.000 demandes d'asile enregistrés en 2017

La Grèce a enregistré en 2017 un total de 58.661 demandes d'asile, soit 8,5% du total des demandes dans l'Union européenne (UE), une part jugée "disproportionnée", a indiqué vendredi son service d'asile.

Ces chiffres font de la Grèce (11 millions d'habitants) le pays de l'UE avec "la plus forte proportion de demandeurs d'asile par habitant", a relevé ce service dans un communiqué. La Grèce fait ainsi partie, notamment avec l'Italie et l'Allemagne, des plus chauds partisans d'un partage équitable de l'accueil des réfugiés dans l'UE, dans le cadre du débat en cours sur la réforme du système d'asile européen.

Selon le service d'asile, les Syriens arrivent en tête des candidats à l'asile déclarés en 2017, avec près de 17.000 demandes, alors que le plan européen de relocalisation, prévoyant la répartition en Europe de ces réfugiés, est arrivé à son terme. Ils sont suivis des Pakistanais (8.923), généralement déboutés car considérés comme des migrants économiques, puis des Irakiens (7.924) et des Afghans (7.567).

Près de la moitié des demandes déposées en 2017 l'ont été sur les îles grecques de l'Est égéen, où les arrivées d'exilés se poursuivent, quoique réduites depuis le pacte conclu en mars 2016 entre les Européens et la Turquie pour couper cette route migratoire.

Cet accord est aussi censé limiter la prise en charge des réfugiés par la Grèce, en vouant en principe au renvoi en Turquie les personnes arrivées sur les îles après mars 2016.

Mais 20.377 d'entre eux ont finalement été jugés éligibles à l'asile en Grèce en 2017, selon le service d'asile grec, qu'ils soient considérés comme vulnérables ou que la Turquie ne soit pas jugée "sûre" pour eux. 5.437 personnes ont elles été jugées renvoyables. Selon les statistiques policières, le pays n'a toutefois procédé en 2017 qu'à 681 renvois dans le cadre du pacte UE-Turquie, portant à près de 1.500 au total -- dont moins de 10 Syriens -- ces renvois depuis mars 2016.

APS

UN BATEAU DE MIGRANTS A COULÉ MARDI AU LARGE DU YÉMEN : 30 morts



Au moins 30 migrants africains ont péri mardi lorsque leur bateau a coulé près des côtes du Yémen, a annoncé vendredi l'ONU en évoquant aussi des informations non confirmées sur des tirs contre les passagers.

Le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a affirmé sur Twitter que le bateau surchargé transportait 101 Somaliens et 51 Ethiopiens au moment de son départ du port d'Aden, dans le sud du Yémen, à destination de Djibouti.

Il s'est retourné après son départ, a ajouté le HCR, évoquant des "informations selon lesquelles les personnes à bord ont été la cible de tirs". "Au moins 30 personnes ont péri dans l'incident tragique", a ajouté le HCR qui s'est dit "attristé et indigné".

Un responsable de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Aden, citée par l'AFP le bilan de 30 morts.

Dans un communiqué, l'OIM a dit oeuvrer pour obtenir davantage de détails auprès des gardes-côtes yéménites, précisant que ses équipes avaient fourni les premiers soins aux survivants. Des dizaines de migrants sont morts en tentant de rejoindre le Yémen par la mer l'an dernier. En août, au moins 50 migrants somaliens et éthiopiens ont été délibérément noyés par des passeurs. En mars, un hélicoptère a ouvert le feu sur un bateau transportant plus de 140 passagers tuant 42 civils. Selon des rapports non confirmés, la majorité des passagers étaient des migrants.

DANEMARK Deux morts dans un incendie à Copenhague, la police enquête sur un "homicide"

La police de Copenhague a confirmé vendredi qu'elle allait lancer une enquête criminelle sur un incendie ayant causé la veille la mort de deux hommes dans le célèbre quartier autogéré de Christiania. Un homme est mort dans un appartement, tandis que l'autre a sauté d'une fenêtre du troisième étage, avant de succomber à ses blessures à l'hôpital ce matin. Six autres personnes ont été traitées pour inhalation de fumée. Thomas Juhl, responsable d'enquête, a confirmé que l'incendie sera traité comme un cas d'homicide jusqu'à ce que les circonstances soient clarifiées. "Nous avons des techniciens médico-légaux, et bien sûr nous parlons aussi à des témoins", a affirmé le même responsable, précisant que la police enquête "sur l'affaire comme un homicide pour le moment présent". Aucun des deux hommes n'a encore été identifié.

PAYS-BAS: Un mort et deux blessés dans une fusillade à Amsterdam



Une personne a été tuée et deux autres blessées lors d'une fusillade survenue vendredi soir au centre d'Amsterdam, aux Pays-Bas, a annoncé la police.

Aucune explication n'a été donnée sur les raisons de cet incident survenu dans le quartier Grote Wittenburgstraat qui a été bouclé par la police.

Les blessés ont été transférés vers l'hôpital le plus proche, alors que les recherches sont en cours pour élucider les causes de cette fusillade.

DIABÈTE : ÉPICES ET AROMATES, VOS MEILLEURS ALLIÉS

Lorsque l'on est atteint de diabète, on nous parle souvent des aliments à ne pas consommer. Mais savez-vous que d'autres aliments peuvent être bénéfiques si vous êtes atteint de cette maladie ? C'est le cas de certaines épices par exemple. Les antioxydants sont-ils utiles en cas de diabète ?

Il est effectivement conseillé d'augmenter la consommation d'antioxydants, car toute maladie chronique accroît le stress oxydatif, qui vieillit prématurément l'organisme. Ces composés ont un effet protecteur prouvé vis-à-vis des maladies cardio-vasculaires et de certains cancers. Leurs champions incontestés, les fruits et légumes, aident en outre à lutter contre les kilos en trop. « Tous les antioxydants (telle la vitamine C) ont beaucoup d'intérêt. Insiste le Dr Lecercif, et particulièrement les polyphénols (thé, noix, huile d'olive), car ils protègent des complications (rétinopathie diabétique) lorsqu'ils sont puisés dans la nourriture, mais pas en comprimés. Une étude a montré que, si l'on déclenche un diabète chez une souris, ils ralentissent sa progression. »

Des bienfaits confirmés récemment : les personnes qui mangent 6 portions de fruits et légumes par jour réduiraient leur risque de diabète de type 2 de 21 %, comparativement à celles qui n'en mangent que 2 portions. Et, parmi les gros mangeurs de fruits et légumes, ceux qui choisissent d'en consommer une grande variété voient leur risque baisser encore de 19 %, car les composés antioxydants (vitamines, polyphénols) diffèrent selon les végétaux.

Légumes variés à volonté, donc, pour

faire le plein d'éléments protecteurs, plus 2 fruits par jour, mais consommés entiers (plutôt qu'en jus ou en smoothie). On peut aussi saupoudrer ses plats de spiruline, une algue qui regorge d'antioxydants et que l'on trouve sous forme de complément alimentaire.

Épices et aromates peuvent-ils vraiment aider à réguler la glycémie ?

La cannelle a la réputation d'abaisser les triglycérides, le cholestérol et la glycémie, en augmentant la sensibilité à l'insuline. Une longue série d'études, menées depuis les années 1990, semble confirmer son intérêt dans le diabète, notamment pour les personnes qui ne prennent pas de médicament à base de metformine. Mais il faut attendre environ deux semaines, pour juger des résultats et saupoudrer l'équivalent d'une demi-cuillerée à café par jour. « Le fenugrec a la même action que la cannelle, note le Dr Laurence Benedetti, et cette herbe aromatique peut aussi se saupoudrer (1 cuillerée à café) sur ragouts, volailles et légumes. » Les bienfaits supposés des autres condiments (sauge et origan principalement, mais aussi curcuma, clou de girofle ou réglisse) reposent pour une bonne



part sur leur utilisation en phytothérapie, sous formes d'huile essentielle, ou dans les médecines traditionnelles. Ce qui est sûr, c'est que, globalement, les aromates sont très bénéfiques pour la santé et aussi

très riches en antioxydants. Sans compter qu'ils relèvent les plats, permettant par la même occasion de réduire sel et graisses. Aussi, n'hésitez pas à les utiliser le plus souvent possible.

RÉGIME : 5 FAUSSES SALADES MINCEUR

Le printemps est de retour et avec lui, les envies de minceur et de salades légères. Mais attention : contrairement aux idées reçues, certaines salades peuvent être riches en calories. Zoom sur les salades à éviter (et celles à privilégier) si vous cherchez à perdre du poids.

La salade italienne : trop d'huile

Délicieusement tentante avec ses saveurs ensoleillées et ses accents du sud, la salade italienne occupe une place de choix sur les tables estivales. Mais attention, cette salade incontournable peut être très riche en matières grasses. Les légumes utilisés (poivrons, courgettes, tomates



séchées...) sont généralement conservés dans l'huile et donc bourrés de calories ! Le jambon cru est lui aussi très gras, tout comme le parmesan qui vient souvent agrémente l'assiette.

La salade idéale : Remplacez les légumes à l'huile par d'autres tout simplement salés et grillés au four, le jambon italien par un blanc de poulet cuit sans matière grasse ou une tranche de jambon blanc découpé et dégraissé. Et à la place du parmesan ? Quelques billes de mozzarella !

La salade parisienne : trop riche en matières grasses

Désœufs à la mayonnaise, des dés de gruyère ou de comté, des

cubes de jambon et des pommes de terre : la salade parisienne fait partie des salades les plus caloriques.

Riche en protéines et en sucres lents, elle est intéressante d'un point de vue nutritionnel mais demeure en effet trop riche en matières grasses. Heureusement, il existe quelques astuces simples pour l'alléger !

La salade idéale : Supprimez la mayonnaise et préférez le jambon en cubes (type épaule) aux fromages, très riches en lipides. N'hésitez pas à forcer sur les légumes : salade verte, tomates, haricots verts, carottes. Bourrés de fibres, pauvres en calories mais riches en vitamines : ils sont intéressants sur toute la ligne !

MÉNOPAUSE : UN RÉGIME EFFICACE POUR ÉVITER LES KILOS, ÇA EXISTE ?

L'arrivée de la ménopause rime souvent avec kilos en trop. Nous sommes nombreuses à vouloir nous en débarrasser. Un régime miracle existe-t-il ?

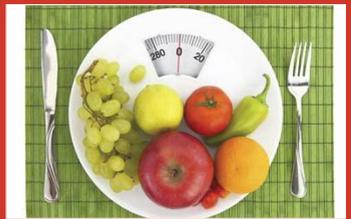
« Au lieu d'entreprendre un régime, généralement d'essai, il vaut mieux révisiter et surveiller son hygiène de vie », estime Florence Piquet. Et par hygiène de vie s'entend une alimentation équilibrée, variée, saine et plus frugale, une activité physique régulière,

une respiration optimum, une bonne gestion du stress... mais aussi une philosophie de vie pour accepter avec sérénité cette nouvelle étape de la vie féminine, qui ne marque en rien sa fin.

Leur origine

La ménopause peut s'accompagner de quelques kilos en plus sur la balance. En cause, les hormones : la carence en œstrogènes en-

traîne une chute de la masse musculaire, tandis que la baisse de la production de progesterone favorise la rétention d'eau. Dans le même temps, le métabolisme de base ralentit, favorisant le stockage des graisses qui, autre modification consécutive à la ménopause, sont désormais stockées dans le haut du corps comme chez l'homme. Sans oublier bien sûr la composante psychologique...



LA COHÉRENCE CARDIAQUE, UNE TECHNIQUE DE RELAXATION EFFICACE



Si vous n'en avez jamais entendu parlé, sachez que c'est une excellente technique de relaxation qui vise à réguler les variations de vos battements cardiaques.

Si notre cœur est capable de s'emballer sous le coup d'une émotion, il est aussi possible de le calmer facilement : il suffit d'amplifier sa respiration. C'est le but de la cohérence cardiaque, une forme de biofeedback popularisée chez nous par le D^r David Servan-Schreiber (1951-2011). Même si le cœur bat régulièrement, en effet, les intervalles entre deux battements varient constamment. Quand ces variations augmentent et diminuent en suivant un rythme régulier, on dit qu'il y a cohérence cardiaque. En revanche, en cas de stress, de colère ou de frustration, les variations se produisent de façon chaotique. Grâce à un capteur de pouls (posé sur le doigt ou sur l'oreille) et à un logiciel spécifique, un programme de cohérence cardiaque permet de visualiser sur ordinateur la courbe de notre cœur ainsi que celle de notre respiration, afin de ralentir et d'harmoniser les deux. Après s'être entraîné avec la machine (dans l'idéal trois minutes, trois fois par jour), on devient capable de réguler son système nerveux en toutes circonstances et de revenir plus rapidement à un état de calme après un effort sportif ou une forte émotion. De nombreuses études ont montré que cet outil aide à dompter l'anxiété, diminuer la tension artérielle et renforcer le système immunitaire.

ZOOM SUR 3 TYPES DE MÉDECINES DOUCES

Utiliser les pierres, pratiquer la gemmothérapie ou encore se faire hypnotiser, sont encore des médecines tous très peu pratiquées. En quoi consistent-elles ?



La gemmothérapie

Cette méthode thérapeutique s'inspire de la phytothérapie et de l'homéopathie. L'étymologie latine « gemma » signifiant pierre précieuse mais aussi bourgeon. Elle consiste à utiliser des bourgeons, des jeunes pousses, des racinelles et des jeunes feuilles d'arbres ou de plantes. Selon les adeptes, les extraits embryonnaires de plantes fraîches seraient plus concentrés en principe actif que les plantes adultes utilisées en phytothérapie traditionnelle et donc plus efficace. En revanche, elle n'est pas scientifiquement reconnue et fait partie des pratiques potentiellement

dangereuses citées par le ministère de la Santé.

Le pouvoir des pierres existe-t-il ?

La lithothérapie repose sur le pouvoir guérisseur des pierres et des cristaux et aurait la faculté de rééquilibrer les énergies. Elle est qualifiée de pseudo-science puisqu'aucune étude scientifique n'a prouvé son efficacité, ni l'existence de pouvoir ou d'énergie spécifiques des pierres ou des cristaux (améthyste, ambre, agate, cristal de roche...).

De plus, certaines pratiques peuvent être risquées. Par exemple, la Société française de pédi-

atrie (SFP) a mis en garde les jeunes parents contre l'utilisation des colliers d'ambre visant à soulager les poussées dentaires des bébés et qui peuvent s'avérer dangereux en raison des risques d'étranglement...

Que penser de l'hypnose ?

Cet état entre éveil et sommeil, initialement pratiqué en psychiatrie, est de plus en plus utilisé en médecine et en psychothérapie. Même si ses mécanismes d'action ne sont pas connus et que de nombreux scientifiques parlent d'effet placebo, elle semble efficace pour lutter contre certaines

dépendances comme le tabac, la douleur, le stress, les troubles de la sexualité, les phobies ou encore se préparer à un accouchement sans péridurale. « Il ne faut pas de dons particuliers, toute personne peut pratiquer l'hypnose à condition qu'elle ait suivie une formation et que cette méthode soit exécutée dans une indication bien précise, comme l'addiction ou l'angoisse », précise le D^r Sauvour Boukris, médecin généraliste. Bon à savoir : l'hypnose n'est pas toute-puissante, elle ne peut pas faire agir la personne contre sa volonté, elle se contente de renforcer un état d'esprit déjà présent.

MÉDECINE CHINOISE : QUE DOIT-ON EN PENSER ?

Ce type de médecine intéresse de plus en plus les Occidentaux. Mais la médecine chinoise est-elle si bénéfique. Ou présente-t-elle des dangers ? Pour évaluer scientifiquement les effets bénéfiques des techniques de médecine chinoise, l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière s'est doté d'un centre intégré de médecine chinoise, dirigé par le P^r Alain Baumelet, néphrologue, au sein duquel les expertises sont en cours. Objectif : évaluer les pratiques de cette médecine millénaire mais également développer son enseignement (par des médecins correctement et spécifiquement formés) afin de répondre à l'attente des patients en termes de prise en charge



globale. Si l'on annonce pour l'instant des résultats prometteurs, il est encore trop tôt pour dresser un premier bilan des évaluations actuelles. Toutefois, on sait déjà que la pharmacopée végétale chinoise est utile à de nombreuses fins thérapeutiques et qu'il serait dommage de s'en priver. Et que l'acupuncture a une réelle action antidouleur, à en croire les témoignages de très nombreux patients, notamment ceux des femmes enceintes dans les services obstétricaux. L'AP-HP devrait bientôt produire un code de bonnes pratiques afin que ces traitements puissent cohabiter avec la médecine conventionnelle dans le seul intérêt des malades...

OULD SALEK: L'élection du Maroc au CPS est une transgression des principes fondamentaux de l'UA

L'élection du Maroc comme membre du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) est une transgression des principes fondamentaux de l'Organisation panafricaine du fait de son statut de pays "occupant et colonisateur", a indiqué le ministre des Affaires étrangères sahraoui, Mohamed Salem Ould Salek.

"Le Maroc a été élu alors qu'il transgresse les principes fondamentaux de l'UA et du CPS de l'Union, à savoir le principe du respect des frontières des Etats membres d'autant plus qu'il est qualifié par l'UA et les Nations unies de «pays occupant», a précisé M. Ould Salek dans une déclaration à la presse internationale en marge des travaux de la 32e session du Conseil exécutif de l'UA.

"Nous considérons que le Maroc a été mal élu au CPS de l'UA, alors qu'il était le seul candidat en lice de l'Afrique du Nord pour ce poste", a fait observer M. Ould Salek, précisant qu'un tiers des 55 pays membres de l'UA n'ont pas voté pour le Maroc.

En ce sens, il a expliqué que le Maroc n'a pas bénéficié du soutien et de l'adhésion des représentants des 55 pays membres, soulignant que les candidats élus des autres régions du continent ont obtenu entre 44 et 55 voix.

Pour le chef de la diplomatie sahraouie, le Maroc aurait pu prétendre à un score meilleur après le retrait de l'Algérie et la Tunisie pour se présenter aux élections de l'année prochaine pour un mandat de trois ans en compagnie de l'Afrique du Sud et l'Éthiopie.

Il a relevé qu'"aucune Organisation internationale, aussi bien l'ONU, l'UA ou l'Union européenne, ne reconnaît la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, estimant que cette élection va mettre ce pays occupant dans une situation difficile".

Il a rappelé que les principes fondamentaux de l'UA mettent l'accent sur l'intangibilité des frontières, au moment où les résolutions de l'Union reconnaissent la souveraineté du peuple sahraoui sur son territoire et ses droits inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance.

Dix pays, dont le Maroc, ont été élus pour un mandat de deux ans au CPS, lors de la 32e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA qui se déroule dans capitale éthiopienne, en prélude au 30e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, prévu à Addis-Abeba, dimanche et lundi prochains.

CENTRAFRIQUE: L'ONU demande à la Minusca une meilleure protection des civils

Une enquête interne de l'ONU réalisée fin 2017 recommande un changement de stratégie de la Mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) pour une meilleure protection des civils, selon un communiqué sur les conclusions de l'enquête.

"La Minusca devrait revoir sa stratégie de protection des civils pour s'assurer que sa réponse opérationnelle soit mieux adaptée", explique le communiqué sur l'enquête indépendante, diligentée par le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

La Minusca, déployée en 2014 et qui n'a su endiguer un nouveau cycle de violences depuis fin 2016, est souvent prise à parti en Centrafrique.

Cette enquête a été demandée par Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint pour les opérations de paix des Nations unies, après les violences meurtrières survenues dans le sud-est de la Centrafrique entre mai et août 2017, selon le communiqué final.

En mai, la ville de Bangassou avait été attaquée par des milices anti-balaka (prétendant défendre les chrétiens contre d'autres groupes armés à do-



minante musulmane), et en août, Gambo, à une centaine de km de Bangassou, avait été prise pour cible.

Ces attaques avaient fait des dizaines de morts civils, malgré une présence proche des Casques bleus de la Minusca.

"Un certain nombre de carences ont été identifiées quant à l'entraînement des troupes et policiers de pays contributeurs et leur compréhension de la protection des civils", dit le texte, qui appelle à une révision des entraînements des troupes afin d'"assurer une bonne compréhension des exigences de la protection des civils".

"Aucune preuve n'a pu être trouvée" d'une possible partialité de certains contingents onusiens déployés dans le

sud-est, souligne le communiqué.

Le mandat de la mission a été renouvelé en décembre, avec l'assurance de l'arrivée de 900 troupes supplémentaires sur un total aujourd'hui de 10.000 militaires déployés.

Le renouvellement de son mandat vise à rendre les Casques bleus plus souples et mobiles pour contrer les menaces et les atteintes à la paix, selon les termes de la résolution.

La Centrafrique est embourbée dans un conflit depuis 2013.

Des groupes armés s'affrontent sur une large partie du territoire pour le contrôle des ressources dans ce pays de 4,5 millions d'habitants, l'un des plus pauvres au monde.

TCHAD: Le gouvernement rassure sur le paiement des fonctionnaires

Le gouvernement tchadien est dans l'obligation de prendre des mesures financières drastiques s'il veut éviter la faillite, a prévu le ministre tchadien des Finances et du Budget, Abdoulaye Fadoul Sabre, qui a tenté de rassurer sur le paiement des salaires des fonctionnaires.

"Il faut savoir que sur une période de dix ans, la masse salariale (des fonctionnaires) a augmenté de 700%.

Aujourd'hui, nous devons collectivement consentir des sacrifices pour espérer redresser les finances de l'Etat et préserver les acquis sociaux", a expliqué jeudi soir M. Fadoul, au cours d'une conférence de presse consacrée à la

paye des fonctionnaires de janvier, qui suscite inquiétudes et rumeurs à N'Djamena.

"L'immobilisme et le populisme ne font qu'aggraver la situation. En clair, si rien n'est fait, le Trésor public ne pourra même plus payer les salaires, quel que soit le gouvernement ou le ministre en place", a-t-il mis en garde, tout en assurant que les salaires de janvier seront bien payés. Le Tchad traverse depuis deux ans une sévère récession économique, conséquence de la chute des prix du baril en 2014. L'Etat a imposé des mesures d'austérité drastiques, qui suscitent une forte grogne sociale.

DISCUSSIONS SUR LE CONFLIT AU SAHARA OCCIDENTAL : Entretiens à Berlin entre Köhler et une délégation sahraouie

Une délégation sahraouie conduite par le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et Secrétaire général du front Polisario, Brahim Ghali, a été reçue jeudi à Berlin (Allemagne) par l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, en vue des prochaines discussions bilatérales, sur le conflit au Sahara occidental, avec les deux parties au conflit et les pays voisins. La rencontre entre M. Köhler et les Sahraouis est intervenue trois jours après l'annonce de l'envoi, par l'émissaire onusien, d'invitations au président Ghali et au ministre des Affaires étrangères marocain ainsi qu'aux ministres des Affaires étrangères algérien et mauritanien dont les pays sont observateurs.

Les entretiens, qui ont eu lieu dans le bureau de M. Köhler en prévision de la tenue, dans la capitale allemande, des discussions bilatérales entre les parties en conflit sur le Sahara occidental, comme annoncé par l'ONU, seront les premières après plus de cinq ans de suspension des négociations.

Ces consultations s'inscrivent dans le cadre de l'application des résolutions du Conseil de sécurité et des efforts des Nations unies en vue de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

Le président sahraoui a été accompagné à Berlin d'une délégation comprenant M.

Khatri Addouh, membre du secrétariat national du Front Polisario et président du Conseil national sahraoui, M. MHamed Khad-

dad, membre du secrétariat national du Front et coordinateur avec la MINURSO, Mme Fatma Elmehdi, membre du secrétariat national du Front et SG de l'Union nationale des femmes sahraouies et M. Mohamed Ali Zerouali, membre de la délégation sahraouie en charge des négociations.

Entraves marocaines et tension à Elguergarat

Les nouvelles consultations sur le Sahara Occidental interviennent dans un contexte de crise, marqué par un regain de tension dans la zone tampon d'Elguergarat, situé entre "le mur de séparation" marocain et les territoires sahraouis libérés.

Le Maroc s'est opposé à l'envoi d'une mission onusienne pour examiner les moyens de résoudre cette crise.

La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc s'étaient rencontrés autour de la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset aux Etats-Unis.

Depuis le processus de paix lancé par l'ONU se trouve dans l'impasse en raison des entraves dressées par le Maroc pour empêcher le règlement du conflit sur la base des principes de la légitimité internationale qui garantissent le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

En mars 2012, à l'invitation de l'ancien Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, M. Christopher Ross, les délégations du Maroc et du Front Polisario avaient participé pour

la dernière fois à des pourparlers informels à Greentee, Manhasset aux Etats-Unis.

Les discussions s'étaient déroulées dans le cadre de la Résolution 1979 du Conseil de sécurité.

L'Algérie représentée par une délégation avec celle de la Mauritanie, avaient également pris part à ces discussions dans le but de trouver une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

Dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations unies, les deux parties n'ont pas réussi à s'entendre sur les propositions, rejetant chacune d'entre elles la proposition de l'autre comme base unique des négociations à venir.

Les parties avaient également discuté lors de ces assises sur le déminage, les ressources naturelles et l'environnement, sans préjudice au statut définitif du territoire.

Pas d'avancées précédentes sur le fond

La réunion de Manhasset, n'avait pas relevé de progrès notoires sur le fond, selon les observateurs.

Des rencontres informelles devaient se tenir quelques mois après mais celles-ci n'ont jamais eu lieu. A l'issue de cette rencontre, l'Envoyé personnel devait effectuer, avec le concours des parties et Etats voisins, une tournée régionale prévue la même année, y compris une visite étendue au territoire du

Sahara occidental, mais celle-ci ne s'est effectuée que cinq années plus tard par son successeur Horst Kohler.

Christopher Ross avait démissionné, huit ans après une mission marquée par des tensions entre le Maroc et l'ONU.

Le Maroc avait exprimé son mécontentement en 2016 après une visite de l'ancien Secrétaire général de l'ONU Ban Ki moon aux camps des réfugiés lors de laquelle il avait parlé d'"occupation" du Sahara occidental.

Après sa prise de fonctions, l'Emissaire de l'ONU avait effectué sa première tournée dans la région en octobre 2017 dans l'objectif de relancer les négociations, dans l'impasse depuis plusieurs années.

Il avait commencé sa visite par Rabat, passant par Alger, Nouakchott pour ensuite la terminer dans les camps des réfugiés sahraouis à Tindouf.

M. Köhler avait, à cette occasion, exprimé, lors de sa visite aux camps des réfugiés sahraouis son optimisme quant à l'avenir des négociations dans le cadre du plan onusien de règlement du conflit sahraoui.

"Je suis confiant quant à l'avenir des négociations dans le cadre du plan onusien de règlement du conflit au Sahara Occidental", avait déclaré M. Köhler, ajoutant que l'objectif de sa visite dans la région était d'écouter les deux parties au conflit et de s'enquérir de la situation dans les camps de réfugiés et de relancer le processus de règlement du conflit au Sahara Occidental.

ESPAGNE - VENEZUELA

L'Espagne va expulser l'ambassadeur vénézuélien

Le gouvernement espagnol a décidé vendredi d'expulser l'ambassadeur vénézuélien en Espagne, en réponse à la décision prise 24h plus tôt par le gouvernement vénézuélien de Nicolas Madura d'expulser l'ambassadeur espagnol à Caracas



Le porte-parole du gouvernement Inigo Mendez de Vigo a expliqué lors d'une conférence de presse à l'issue du conseil des ministres de ce vendredi que l'ambassadeur Mario Isea avait été déclaré persona non-grata "par stricte mesure de réciprocité" face à la décision du Venezuela.

Cette décision réalise la menace adressée jeudi par le ministre espagnol des Affaires étrangères, Alfonso Dastis, qui

avait mis en garde jeudi que son pays répondrait "de manière proportionnée" à la décision du gouvernement du Venezuela de déclarer persona non-grata l'ambassadeur espagnol à Caracas, Jesus Silva Fernandez, en lui

donnant 72 heures pour quitter le pays. S'adressant au Forum économique mondial à Davos en Suisse, M. Dastis avait mis en garde que l'Espagne répondrait à cette décision de manière "proportionnée" et "réciproque".

FINLANDE

La Finlande élira aujourd'hui son président

Près de 4,5 millions de Finlandais sont appelés aux urnes dimanche pour élire leur futur président de la République.

Huit candidats, dont le président sortant Sauli Niinistö, s'affrontent dans le premier tour de la course à la présidentielle 2018.

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue dimanche, un deuxième tour se déroulera le 11 février.

Plus de 1,5 million Finlandais ont déjà pris part au vote par anticipation qui s'est déroulé du 17 au 23 janvier.

Le chef de l'Etat finlandais est élu pour un mandat de 6 ans et le scrutin a lieu, depuis 1994, au suffrage universel direct.

De 1919 à 1988, le président était élu indirectement par un collège composé d'électeurs choisis aux présidentielles.

Depuis la présidentielle de 1988, des élections directes et indirectes se tiennent simultanément : si aucun candidat ne remportait la majorité, le président de la République était élu par un collège électoral formé lors du même suffrage. Selon un sondage publié la semaine dernière

par le quotidien de référence Helsingin Sanomat, M. Niinistö remporterait le scrutin avec 68% des voix. Ancien chef du Parti conservateur de la coalition nationale (majorité gouvernementale), il se présente en tant que "candidat non-affilié" pour un deuxième mandat.

Le président sortant est loin devant ses deux plus proches rivaux : Pekka Haavisto (Alliance verte) aurait recueilli 11 % des intentions de vote, tandis que Paavo Väyrynen (candidat indépendant) ne dépasserait pas les 8%.

CHINE - CORÉE DU NORD-CORÉE DU SUD La Chine appelle à la reprise du dialogue politique sur la péninsule coréenne

La Chine a exprimé vendredi l'espoir de voir les contacts entre la Corée du Nord et la Corée du Sud se transformer rapidement en dialogue politique afin de résoudre la question de la péninsule coréenne.

"La Chine salue le dialogue entre les deux parties, qui se focalise principalement sur la coopération liée aux prochains Jeux olympiques d'hiver", a indiqué le vice-ministre des Affaires étrangères Kong Xuanyou.

"Nous espérons que l'interaction positive entre le nord et le sud se poursuivra", a indiqué M. Kong.

"Que je me rende ou non en Corée du nord, l'engagement de la Chine à l'égard de l'objectif de dénucléarisation sur la péninsule et sa position concernant la sauvegarde de la paix et de la stabilité sur la péninsule restent inchangés", a-t-il affirmé, ajoutant que les efforts diplomatiques

de la Chine "ne s'étaient pas arrêtés un seul instant".

L'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger a appelé jeudi à un accord sur l'avenir de la péninsule coréenne avec la reprise des pourparlers à six, actuellement au point mort, ou avec le soutien des Etats-Unis et de la Chine.

Ceci, selon lui, serait la meilleure voie vers la dénucléarisation de la péninsule.

Invitée à commenter les propos de M.

Kissinger, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Hua Chunying a indiqué que les négociations entre Pyongyang et Washington étaient cruciales pour résoudre la question du nucléaire sur la péninsule coréenne.

Elle a fait savoir que la proposition de "suspension pour suspension" et l'"approche à double voie" prônées par la Chine

visaient à réaliser une percée face à l'impasse et à construire un pont pour permettre à toutes les parties de commencer à dialoguer. La porte-parole a appelé la Corée du nord et les Etats-Unis à "profiter de l'opportunité de l'actuelle interaction entre Pyongyang et Séoul pour rechercher un dialogue direct ou multilatéral, afin de créer les conditions favorables à une résolution politique du problème".

"La Chine attache une grande importance à tous les efforts contribuant à résoudre de manière pacifique la question de la péninsule via la diplomatie politique", a souligné Mme Hua.

En ce qui concerne la forme des négociations politiques, Mme Hua a indiqué que la Chine était "disposée à étudier toutes les suggestions constructives permettant d'atténuer les tensions et de promouvoir le dialogue afin de résoudre cette question".

ALLEMAGNE

Les partis allemands souhaitent achever les négociations sur un gouvernement de coalition avant le 4 février

L'alliance conservatrice CDU-CSU et les sociaux-démocrates du SPD souhaitent achever leurs négociations sur la formation d'un gouvernement de coalition avant le 4 février en Allemagne, a annoncé vendredi le chef du groupe parlementaire CDU-CSU, Michael Grosse-Bromer.

Il s'est exprimé à ce propos après le premier cycle des négociations officielles qui a débuté vendredi sur un nouveau gouvernement de "grande coalition".

Celui-ci devrait être formé par le CDU (Union chrétienne-démocrate) de la chancelière Angela Merkel avec le CSU (Union chrétienne-sociale en Bavière) et le SPD (Parti social-démocrate).

Conservateurs et sociaux-démocrates ont déjà procédé depuis début janvier de laborieuses tractations préliminaires pour préparer une "feuille de route" des réformes qu'ils comptent engager ensemble.

Les négociations qui débutent vendredi doivent permettre aux trois partis de fixer très précisément les détails de leurs projets.

La chancelière a émis le souhait de boucler ces discussions à la mi-février avant les festivités du carnaval, grand rendez-vous populaire en Allemagne.

Le gouvernement pourrait donc être constitué dans les premiers jours du printemps, soit six mois après les législatives de septembre 2017 qui ont laissé l'Allemagne sans majorité gouvernementale claire.

YÉMEN:

Offensive des forces gouvernementales dans la région de Taëz

Les forces gouvernementales yéménites ont lancé, avec le soutien aérien de la coalition militaire arabe conduite par l'Arabie saoudite, une offensive pour chasser le groupe armé "Ansar Allah" dit "Houthis" des environs de la ville de Taëz, la troisième du pays, selon des sources concordantes.

La ville de Taëz est en grande partie contrôlée par les forces gouvernementales, mais de nombreux secteurs dans les environs restent aux mains des rebelles Houthis.

"L'armée nationale a décidé de lancer une opération militaire d'envergure avec le soutien des forces de la coalition (...) pour libérer la province", a annoncé jeudi soir le gouverneur de Taëz, Amine Ahmad Mahmoud, dans un discours retransmis par les chaînes gouvernementales.

Citant une source militaire, l'agence de presse gouvernementale Saba a de son côté rapporté que les forces loyalistes avaient réussi vendredi "à nettoyer" les alentours de la ville de Taëz.

Le responsable Houthi Abou Azam, commandant du front oriental de la ville de Taëz, a été tué vendredi avec 22 autres rebelles dans des raids de la coalition, a indiqué un responsable des forces gouvernementales, cité par l'AFP.

Ces raids ont visé des positions proches de l'aéroport de Taëz et du mont Aman, à l'est de la ville, selon la même source.

Le conflit a fait plus de 9.200 morts et près de 53.000 blessés depuis mars 2015. Selon l'ONU, le Yémen est le théâtre de "la pire crise humanitaire du monde".

IRAK:

Des dizaines de corps découverts dans un nouveau charnier

Un charnier renfermant les restes de dizaines de civils et membres des forces de sécurité apparemment exécutés par des terroristes a été découvert dans la province de Kirkouk, au nord de Bagdad, a indiqué vendredi un responsable.

"Des habitants et des bergers des environs ont guidé les forces de sécurité vers ce charnier qui semble renfermer les restes de plus de 75 civils et membres des forces de l'ordre", a indiqué Rakan Saïd al-Joubouri, le gouverneur de la province de Kirkouk, cité par l'AFP.

Les victimes "ont été sauvagement exécutées" par les terroristes "qui occupaient la zone de Hawija", l'un des derniers centres urbains tenu par ces derniers en Irak, et repris en octobre, a-t-il ajouté.

Elles avaient les mains liées par des menottes en plastique et avaient été abattues par balles, a précisé M. Joubouri.

Il s'agit, selon lui, du "quatorzième charnier découvert" dans la zone.

Il se trouve près du village de Ryadh, à 45 kilomètres à l'ouest de Kirkouk.

D'autres pourraient encore être découverts car, dans les villages des environs, de nombreux habitants font état de proches disparus, notamment des membres des forces de l'ordre, et probablement exécutés par les terroristes, a-t-il ajouté.

Les forces irakiennes ont découvert des dizaines de fosses communes renfermant des centaines de corps dans différentes régions d'Irak.

APS

ÉTATS-UNIS

La santé des récifs coralliens menacée par les déchets plastiques

Les déchets plastiques abondants dans les océans augmentent fortement le risque de maladie des récifs coralliens déjà affectés par le réchauffement climatique, révèle une étude menée par une équipe scientifique internationale publiée jeudi dans la revue Science

Ces chercheurs ont examiné plus de 120.000 coraux dans 159 récifs notamment en Australie, en Indonésie, en Thaïlande et en Birmanie. "Nous avons constaté que le risque de maladie s'accroît de 4 à 89% quand les coraux sont en contact avec des déchets plastiques", précise Joleah Lamb de l'Université Cornell dans l'Etat de New York, principal auteur de l'étude.

Elle avait commencé à recueillir des données pour cette étude quand elle était à l'Université James Cook en Australie.

"Les déchets plastiques, souvent faits de polypropylène, agissent comme un véhicule marin pour les microbes, bactéries et autres organismes microscopiques qui peuvent déclencher des maladies au contact des coraux", explique la chercheuse.

Il s'agit notamment des maladies des bandes noires, des bandes blanches, de la peste blanche et la vérole blanche. Les coraux sont des animaux microscopiques à squelette calcaire et des agents pathogènes peuvent affecter leurs tissus délicats et perturber leur microbiome.

Le plus préoccupant avec la maladie des coraux c'est qu'une fois que le tissu corallien est perdu il ne se



régénère pas, expliquent les scientifiques.

"C'est comme la gangrène dans un pied, on ne peut rien faire pour l'empêcher d'affecter tout le corps sans l'amputation", relève Joleah Lamb. Dans les récifs coralliens étudiés, la densité des morceaux de plastique variaient beaucoup de 0,4 débris par cent mètres carrés en Australie, à 25,6 débris par cent mètres carrés en Indonésie, précisent les scientifiques. Ils estiment qu'il y a environ 11,1 milliards de déchets plastiques coincés dans des récifs coralliens à travers la région Asie-Pacifique et ce

volume va probablement augmenter de 40% au cours des sept prochaines années pour atteindre près de 16 millions de tonnes d'ici 2025.

Les chercheurs relèvent aussi que selon les estimations de 4,8 à 12,7 millions de tonnes de débris plastiques sont déversés en une année dans les océans.

Les récifs coralliens forment un écosystème crucial en accueillant plus de 25% des espèces de toutes la vie marine. Les scientifiques estiment que plus d'un million d'espèces animales et végétales dépendent de ces labyrinthes de calcaire vivant.

ARIANE 5 : 2 satellites mis en orbite malgré une perte de contact

Deux satellites emportés jeudi soir par la fusée Ariane 5 qui a décollé du centre spatial guyanais à Kourou à 19h20 locales (22h20 GMT) ont été mis en orbite en dépit «d'une perte de contact avec le lanceur», a indiqué Arianespace dans un communiqué.



«Quelques secondes après l'allumage de l'étage supérieur, la deuxième station de poursuite située à Natal, au Brésil, n'a pas acquis la télé-métrie du lanceur», a expliqué Arianespace qui a précisé que «les deux satellites «ont toutefois été placés en orbite» et que «la mission se poursuit».

Suite à cet incident, le PDG d'Arianespace avait annoncé une «anomalie» concernant le premier tir de l'année d'Ariane 5 jeudi soir en Guyane, depuis la salle Jupiter du centre spatial de Kourou, en faisant état d'une «perte de contact avec le lanceur Ariane 5 au cours de sa mission», en présentant ses excuses aux clients.

Ce qui laissait croire que le premier lancement de l'année pour Arianespace, la société qui commercialise les lancements, et pour la fusée Ariane 5, était un échec. Ariane 5 avait décollé à 19h20 jeudi heure de Guyane en emportant deux satellites de télécommunications, SES-14 pour l'opérateur luxembourgeois SES et Al Yah 3 pour Yahsat, l'opérateur des Emirats Arabes Unis. Le satellite SES-14 héberge en outre une charge scientifique pour le programme d'exploration de la Nasa intitulé GOLD (Global-scale Observation of the Limb and Disk), un programme qui doit notamment permettre, depuis une orbite géostationnaire, de reconstituer toutes les demi-heures une image complète du disque terrestre.

FRANCE/DES BABOUINS S'ÉCHAPPENT DE LEUR ENCLOS : Un zoo de Paris évacué



Un groupe de babouins du Parc zoologique de Paris s'est échappé vendredi de leur enclos mais sans "entrer en contact" avec les zones destinées au public, a déclaré à la presse le Parc qui a décidé "par précaution" d'évacuer les visiteurs.

Tous les animaux ont depuis été mis à l'abri "à l'exception de trois qui se trouvent dans l'enceinte du Grand Rocher", une zone inaccessible au public, a précisé Sophie Ferreira-Le Morvan, directrice générale adjointe du Muséum national d'histoire naturelle, lors d'un point presse.

Ces trois babouins, "une vieille femelle, une femelle jeune et un petit", sont "toujours sous surveillance", et le zoo ne rouvrira pas ses portes tant qu'ils n'auront pas regagné leur enclos, a-t-elle ajouté. Une enquête interne doit être diligentée dans les prochains jours.

L'incident a été repéré en fin de matinée par un des soigneurs, qui a vu qu'un babouin avait rejoint le couloir de service utilisé par le personnel du zoo, situé à l'est de Paris et connu sous le nom de zoo de Vincennes, a indiqué la direction de ce site du Muséum national d'histoire naturelle. "Le plan de secours a immédiatement été déclenché selon les procédures prévues: alerte

de la brigade des sapeurs-pompiers, de la police nationale et de la préfecture, confinement des visiteurs et du personnel, mise en place de la procédure de capture animale", a précisé le zoo dans un communiqué. Au total, "une soixantaine de pompiers, une vingtaine de policiers et 100% du personnel, soit une soixantaine de personnes" ont été mobilisés, a souligné Mme Ferreira-Le Morvan.

"Parallèlement l'évacuation des visiteurs a été organisée par la police et la brigade des sapeurs-pompiers avec l'aide du personnel du Parc zoologique de Paris", a ajouté l'établissement. "Les animaux n'ont jamais eu accès au circuit de visite du parc, il n'y a jamais eu de contact avec le public", a insisté le zoo.

Les babouins sont des singes puissants qui attaquent parfois les hommes. Aucun des soigneurs n'a été en contact direct avec les singes qui sont toujours restés cantonnés "dans un espace fermé", a précisé le zoo.

Le 24 novembre dernier, c'était un tigre de 200 kg qui avait créé l'émotion à Paris. Après s'être échappé d'un cirque, situé dans l'ouest de la capitale française, le fauve avait été abattu par son propriétaire.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'éducation nationale
Direction d'éducation de la wilaya de Sidi Bel-Abbès
Service programmation et suivi
Rue Menad Boulanouar Sidi Bel-Abbès
NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE / 097422019068321

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n°15/247 du 15/09/2015 portant réglementation des marchés publics.

Il est porté à la connaissance des entreprises ayant soumis l'avis d'appel d'offres national restreint n° 03/17 relatif au projet:

« EQUIPEMENT D'UN LYCEE TYPE 800/200R A BOUKHANEFIS

EN MATERIEL DE CUISINE D'UNE DEMI-PENSION »

qu'à l'issue du jugement des offres, il a été décidé ce qui suit:

N° du lot	Entreprise choisie	NIF	Montant du marché ou convention	Délai de réalisation	Critères du choix
Lot 09	ETS CERMEX SERVICE SIDI BEL ABBES	1 966 2201 02147 41	2 144 142.00	10 JOURS	- Conforme au cahier des charges - Moins-disant

N.B : Tout soumissionnaire contestant le choix peut introduire un recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis.

MUSIQUE

Rabah Asma enchante son public à Alger

Le chanteur algérien d'expression kabyle Rabah Asma a animé vendredi à Alger un concert, où il a présenté entre autres pièces, ses nouvelles créations, dans une ambiance festive, au plaisir d'un public relativement nombreux.

Accompagné par les six musiciens que compte son orchestre dirigé d'une main de maître par le jeune Sofiane Ahdjoudj au clavier, Rabah Asma a été accueilli sur la scène de la salle Ibn Khaldoun sous les applaudissements et les youyous de ses fans, également venus de Boumerdès, Tizi Ouzou et Bejaia.

Près de deux heures durant, le célèbre chanteur, a embarqué l'assistance dans une ambiance festive, à travers une vingtaine de chansons choisies, tirées pour l'essentiel de «Lahna Tayri», son dernier opus sorti en 2017, dans un spectacle varié, marqué par les rythmes emballants du berouali (6/8) algérien et moghrabi, ainsi que celui du âlaoui aux gammes pentatoniques, judicieusement associées aux sonorités autochtones du quart de ton. Dans son charisme de star, Rabah Asma et sa mandole aux douze cordes, a entonné entre autres pièces avec une voix limpide et étoffée, «Ardjouyi» (attends-moi), «Aminigh» (je te dis), «A Thayriv» (? , mon amour), «Achimi» (pourquoi), «Tanina», «Achu di Yvghan» (que me veulent-ils), «Urigh Isnim» (j'ai écrit ton nom), «Amehvoul» (le fou), et «El Dzayer Svah el Khir» (bonjour Algérie) que le public, cédant au déhanchement, reprenait en chœurs, dans des atmosphères joyeuses. Sous un éclairage multicolore de grands concerts, les instrumentistes, aux claviers, violon, batterie, basse et percussion, ont brillé de virtuosité, assurant une assise harmonique des plus professionnelles à Rabah Asma qui a enflammé



la salle, enchainant sans répit, les différentes pièces au programme, avec une simple annonce mélodique qu'il exécutait à la mandole. «Ravi», comme à chacun de ses concerts, de procurer des moments de bonheur à son public, Rabah Asma, entretenant une carrière artistique, de 36 ans jalonnée, jusqu'à présent, du succès de 23 albums, se veut être un artiste «en phase avec son temps», à travers des chansons aux contenus «utiles» dans

lesquelles il sublime son pays, l'Algérie, l'amour et la paix. Le public, savourant chaque moment du spectacle dans la délectation, a longtemps applaudi les musiciens et l'artiste qui s'est généreusement livré, à l'issue de sa prestation, à une séance photos avec ses fans. Organisé par l'Etablissement Arts et Culture, sous l'égide du ministère de la Culture, le concert de Rabah Asma, a été programmé pour une représentation unique.

LE PRÉSIDENT DU CNAL, ABDELKADER BENDAÂMÈCHE : «Un décret visant l'organisation du métier d'artiste en cours de préparation»

Un décret visant l'organisation du métier d'artiste est en cours de préparation, a annoncé, jeudi à Aïn Defla, le président du Conseil National des Arts et des Lettres (CNAL), Abdelkader Bendaâmèche. S'exprimant en marge de la cérémonie de remise de cartes professionnelles au profit de 25 artistes de la wilaya de Aïn Defla, M. Bendaâmèche a indiqué que le décret en question vise à l'énumération des droits et obligations de l'artiste.

La relation de travail liant l'artiste aux différents partenaires avec lesquels il est appelé à travailler à l'instar notamment des organisateurs de spectacles, des maisons et des directions de la culture sera également déterminé à la faveur de la promulgation de ce décret, a-t-il

précisé. Une fois promulgué, ce décret changera bien des choses au profit de l'artiste, a-t-il soutenu, signalant que la préparation de ce décret implique diverses parties à l'image du CNAL, des services du Gouvernement, de la direction de la réglementation du ministère de la Culture ainsi que du ministère du travail.

Sans prendre en ligne de compte les cartes d'artistes remises jeudi à Aïn Defla, il a fait état de 781 cartes professionnelles d'artistes délivrées depuis le 15 février 2015, relevant que Aïn Defla constitue la 35^{ème} wilaya visitée depuis le lancement du programme de sensibilisation au profit des artistes sur l'importance de la carte professionnelle. Il a souligné qu'en sus

des avantages qu'elle permet notamment ce qui a trait à la couverture sociale et à la retraite, la carte professionnelle d'artiste constitue «un signe de reconnaissance et de considération de la part de l'Etat à cette frange de la société.»

Tous les artistes en activité sont concernés par cette opération de remise de carte, sans distinction aucune, a-t-il dit, affirmant qu'il n'est pas exigé à l'artiste d'avoir une grande notoriété pour se voir délivrer la carte professionnelle. Tout en faisant remarquer que le CNAL est l'émanation du ministère de la Culture, il a appelé les artistes à faire preuve d'innovation en vue de faire connaître les manifestations de notre identité. Il a, enfin, fait état d'un ouvrage

en chantier qu'il est en train de préparer avec un certain nombre de ses collaborateurs en l'occurrence celui dédié Sidi Lakhdar Ben Khelouf, le fondateur d'El Melhoun au XVI^e siècle.

« J'ai de tout temps rêvé de consacrer un travail à ce monument de la culture nationale assez méconnu, a-t-il avoué, mettant en exergue l'importance de réaliser ce genre d'ouvrages sur des artistes au parcours époustouflant pour, a-t-il dit, mettre en valeur notre patrimoine immatériel. La cérémonie de remise de cartes professionnelles au profit de 25 artistes de la wilaya a été abritée par la bibliothèque de lecture publique Hamdane Hadjji de Aïn Defla dans une ambiance empreinte de convivialité.

PHOTO

La 6^e édition du festival d'Oran de la photo jeudi

La 6^{ème} édition du Festival d'Oran de la photo aura lieu du 1 au 3 février prochain et connaîtra la participation d'une quarantaine de professionnels algériens, français et nigériens, ainsi que le photographe iranien mondialement connu Reza Dughati, a-t-on appris samedi de l'organisateur de cet événement Iso Club.

Le président d'Iso Club, Fayçal Razkallah, a indiqué à l'APS que le Festival comprendra seize expositions permanentes, prévues au niveau de plusieurs espaces de la ville d'Oran, notamment au musée Ahmed Zabana et siège de l'association Civ-ill. Il a ajouté qu'outre les expositions, d'autres activités sont prévues tout au

long du festival, notamment des ateliers et des conférences sur la photographie et tout particulièrement la photographie d'Art, ainsi que des récitals de musiciens, notamment de luth.

Un concours sera également organisé sous le thème «Ombres et lumières». Un jury composé de professionnels de la photo désignera les lauréats de ce concours.

Outre les participants étrangers, plusieurs exposants algériens d'Oran, Alger, Blida, Djelfa et de Laghouat, entre autres, participeront à ce festival.

Une conférence de presse est prévue mercredi prochain par les organisateurs, a-t-on ajouté.

APS



UNE SEMAINE D'ACTIVITÉS CULTURELLES

► Le paysage culturel de la semaine écoulée aura été marqué par l'ouverture à Alger de la conférence internationale sur la protection et la revitalisation de la Casbah d'Alger, en plus d'autres activités liées aux arts plastiques, à la littérature et à la musique.

► Inauguration, samedi au musée des Beaux-Arts à Alger, d'une exposition de toiles de grands artistes algériens et étrangers sur la Casbah d'Alger, dans le cadre de la conférence internationale sur la protection et la revitalisation de la Casbah d'Alger.

► Les travaux de la Conférence internationale sur la protection et la revitalisation de la Casbah d'Alger, ouverts, dimanche, à Alger, sous le thème "préservation et revitalisation de la Casbah d'Alger, un site du patrimoine mondial", en présence d'experts algériens et étrangers.

► L'application rigoureuse du plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur de la vieille médina et le respect de ses dispositions juridiques, réitérés dimanche à Alger par des associations engagées dans la sauvegarde de la Casbah d'Alger.

► Projet culturel de sensibilisation à la lecture, baptisé "une bibliothèque dans chaque café", lancé dimanche à la commune de Kheneg Mayoune (Ouest de Skikda).

► Création dimanche à Boumerdès d'une Ligue nationale de la littérature amazigh, à l'initiative de l'Union des écrivains algériens (UEA), avec la désignation à sa tête du Dr Tarek Thabet, de l'université de Batna.

► Près de 1500 vestiges archéologiques, provenant de la wilaya de Mila et datant de différentes périodes de l'histoire notamment punique et romaine, en exposition au musée national Cirta (Constantine).

► Parution du premier témoignage en langue amazighe sur l'histoire de la révolution nationale, traduit de l'ouvrage "Les armes de la liberté" du moudjahid Boudaoud Mohamed dit Si Mansour.

► Plusieurs expériences étrangères de réhabilitations de centres historiques et d'intégration de ces cités dans un environnement moderne, pouvant constituer des pistes pour la réhabilitation de la Casbah d'Alger, présentées lundi à Alger par des experts de l'Unesco.

► Un concours théâtral visant la découverte et l'encouragement de jeunes talents, organisé jeudi à Oran par l'association culturelle "El-Amal" d'Oran, présidée par le comédien-dramaturge, Mohamed Mihoubi.

► Appel pour la création d'une "agence unique pluridisciplinaire" pour gérer le dossier de la Casbah d'Alger et réduire les lenteurs administratives et bureaucratiques, lancé mardi par des experts de l'Unesco.

► Concert de musique animé vendredi à la salle Ibn Khaldoun à Alger, par le chanteur algérien d'expression kabyle Rabah Asma.

APS

Grille géante n°482

nouvelles noces défaut linéal	franchit régions	avion rapide massif alpin	demande massue de cannase	problème artériel faire du mal	trepai dans la saumure	rafale de vent appropriée
qazes de litterie plein de fantômes			rutilés réduire la voile		nom de pomme	
bramera			épuisé		foreur classique terres du large	
fleur rouale		ligne de toiture avantage	laminage		poème de mé- nestrel se marre	entouré de prés
entre en action	formation militaire image sacrée		mais oui	pièce de montage cri de douleur	chef d'état pos-as un carreau	prépo- sition actinium au labo
décapit- erait mettrait à part			déni- grerait		cent pour le siècle comé- dien	
	lieu de pontes coord- donnée		gouver- ner restes		écrit officiel après	bout d'infini- tative agence spatiale
anémieux				pillastre d'angle allure générale		gratin du midi
partie de cercle	série de siècles genre de bois		aide			
	pétillant italien éruçteras		mince		élimai	déquô- tât
serait passible derrière de titi					pompe de l'air	arçon du physicien sillon
				hirondelle de mer banni		
immaculé		insecte piquant				moineau familier
bordure		frôla		lettre grecque fut informé	piquet pièce de violon	greffe
	sèche- raient note de fin					
prise d' aliments			savant musul- man			posses- sif
débrous- saille					résultat	

Solution

C'est arrivé un 24 janvier

Sudoku n°1781

2	1	3	8	9	7	5	6	4
6	7	9	4	3	5	1	8	2
5	8	4	2	6	1	7	3	9
8	2	5	7	1	4	6	9	3
3	6	1	9	2	8	4	5	7
9	4	7	6	5	3	8	2	1
1	3	6	5	7	2	9	4	8
4	5	2	1	8	9	3	7	6
7	9	8	3	4	6	2	1	5
6	8	7	3	9	4	2	5	1
5	3	1	7	2	6	4	8	9
4	2	9	1	5	8	6	3	7
7	6	3	5	4	8	2	1	9
1	4	9	2	3	6	5	7	8
9	3	1	8	5	2	7	6	4
7	6	3	5	4	8	2	1	9
1	4	9	2	3	6	5	7	8
5	2	8	1	7	9	3	4	6
3	1	2	4	9	5	6	8	7
6	5	4	3	8	7	9	2	1
8	9	7	6	2	1	4	3	5

Mots Croisés n°1781

SCRIPTURAIRE
 AIOLI■SAUNER
 LAPINER■EXODE
 INA■SOUL■CUI
 FORMOL■LATIN
 I■TENERE■ART
 COZES■PRIVEE
 AL■S■BRAVO■R
 TYR■MA■IE■M■
 IMAGERIE■VIN
 OPTERIONS■EU
 NESLE■STABLE

Grille géante n°481

■	F	■	N	■	C	■	F	■	D	■	A																										
■	T	■	R	■	A	■	I	■	T	■	R	■	E	■	S	■	E	■	M	■	E	■	N	■	T												
■	A	■	D	■	I	■	P	■	E	■	S	■	S	■	E	■	S	■	M	■	A	■	T	■	■												
■	O	■	A	■	S	■	S	■	E	■	N	■	A	■	I	■	T	■	A	■	S	■	■	■													
■	O	■	N	■	C	■	S	■	E	■	N	■	T	■	I	■	E	■	R	■	S	■	■	■													
■	F	■	E	■	T	■	E	■	T	■	I	■	G	■	E	■	■	■	■	■	V	■	R	■	A	■	I										
■	■	■	M	■	I	■	T	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	E	■	L	■	E	■	V	■	E	■	T						
■	D	■	E	■	S	■	V	■	A	■	L	■	I	■	S	■	E	■	N	■	B	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■						
■	N	■	A	■	G	■	E	■	R	■	S	■	■	■	■	■	■	■	■	■	L	■	U	■	E	■	U	■	R	■	■						
■	A	■	T	■	T	■	E	■	N	■	T	■	I	■	S	■	M	■	E	■	S	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■					
■	■	■	I	■	N	■	T	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	T	■	E	■	E	■	S	■	■	■	■	■	■				
■	T	■	R	■	O	■	T	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	S	■	P	■	E	■	R	■	M	■	E	S	■	■			
■	■	■	U	■	N	■	I	■	R	■	A	■	I	■	S	■	■	■	■	■	A	■	N	■	T	■	■	■	■	■	■	■	■	■			
■	F	■	I	■	L	■	L	■	U	■	N	■	E	■	■	■	■	■	■	■	L	■	I	■	S	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■		
■	S	■	A	■	L	■	E	■	S	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	P	■	E	■	R	■	I	■	M	■	E	■	■	■	■		
■	A	■	S	■	T	■	E	■	R	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	D	■	E	■	G	■	E	■	L	■	E	■	■	■	■		
■	E	■	R	■	S	■	T	■	O	■	L	■	E	■	■	■	■	■	■	■	E	■	R	■	S	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
■	B	■	L	■	E	■	M	■	E	■	G	■	E	■	R	■	■	■	■	■	A	■	I	■	E	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
■	A	■	S	■	S	■	U	■	R	■	E	■	R	■	■	■	■	■	■	■	R	■	A	■	I	■	L	■	S	■	■	■	■	■	■	■	■

- 1556: Akbar devient le troisième empereur moghol.
- 1865: signature du traité Vivanco-Pareja.
- 1889: élection du général Boulanger comme député de Paris.
- 1924: pacte Italo-yougoslave, annexion Italienne de Fiume.
- 1931: premier gouvernement de Pierre Laval.
- 1943: libération du camp d'Auschwitz par l'Armée rouge.
- 1964: rétablissement des relations diplomatiques franco-chinoises.
- 1965: assassinat du Premier ministre iranien Hassan Ali Mansour.
- 1967: signature du Traité de l'espace.
- 1973: signature des Accords de paix de Paris.
- 1991: le président somalien Siad Barre fuit la capitale, Mogadiscio: effondrement du régime de la République démocratique somalie.
- 1996: renversement du Président nigérien Mahamane Ousmane.
- 1997: élection de Aslan Maskhadov comme Président de la République tchétchène d'Ichkérie.
- 1998: Carlos Roberto Flores Facussé devint Président du Honduras.
- 2000: ouverture d'une information judiciaire pour crime



ÉCHOS DE LIBREVILLE

DAOUD : le cas du demi-centre Hichem Daoud fait grincer des dents.

Blessé lors du premier match face au Cameroun, il a été remplacé dans la liste des 16 par Ayat Allah Khoumeïni Hamoud pour le reste de la compétition.

Toutefois, le joueur s'est rétabli avant même la fin du premier tour et s'est entraîné normalement avec l'équipe, a constaté l'APS.

Même le staff médical affirme que Daoud a été remis sur pied et que le dernier mot revenait au staff technique.

"Il nous a assuré qu'il ne pourra pas être prêt pour les quarts, mais vous voyez qu'il pète la forme", a-t-on expliqué du côté de la délégation algérienne. Information prise, le joueur d'Istres (France), qui n'a pas voulu parler à la presse, "a eu peur" pour sa carrière professionnelle et a refusé de prendre des risques. Une décision que certains ont tenté d'accepter alors que d'autres l'ont carrément rejetée.

CHAUSSURE : lors du match de classement face au Gabon, disputé en l'absence d'Hamoud (blessé), le demi-centre algérien Mustapha Hadj-Sadok a perdu une chaussure à la 40e minute tout en continuant à jouer. La paire arbitrale égyptienne Alaa Emam-Hossam Hedia lui a alors infligé une sanction de deux minutes.

BOUDERIE : incompréhensible aura été le comportement des joueurs algériens durant cette CAN-2018 qu'ils ont bouclée à la 6e place.

Après chaque contre-performance, ils refusent de parler à la presse, comme ce fut le cas après l'élimination en quarts face à l'Angola et la défaite devant le Gabon en match de classement pour la 5e place.

IHF : le président de la Fédération internationale de handball (IHF), l'Égyptien Hassan Moustafa, se trouve à Libreville.

Dès son arrivée, il a tenu à assister à la demi-finale de son pays face au Maroc, en attendant le dernier acte, samedi à 19h00 entre l'Égypte et la Tunisie.

CHERTE : les membres de la délégation algérienne se sont plaints de la cherté de la vie au Gabon.

On leur a alors expliqué que c'est le 7e pays le plus cher dans le monde et le 3e en Afrique, le classement continental étant dominé par l'Angola.

APS

23^e CAN DE HANDBALL À LIBREVILLE (GABON) DU 17 AU 27 JANVIER

MATCH DE CLASSEMENT :

L'Algérie s'incline face au Gabon (23-24) et termine à la 6^e place

La sélection algérienne de handball s'est inclinée ce samedi face au Gabon 23 à 24 (mi-temps 14-9) en match de classement pour la 5e et 6es places, disputé au Palais des Sports de Libreville, comptant pour la 23e Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 au Gabon.

Ayant terminé la première période avec un avantage de cinq buts, le Sept national s'est relâché en seconde mi-temps, laissant l'initiative aux locaux pour refaire leur retard avant d'arracher une victoire inespérée.

Il s'agit de la deuxième victoire du Gabon face à l'Algérie dans ce tournoi, après celle obtenue lors de la phase de poules (26-25). Le Sept national réalise sa pire participation dans l'histoire de cette compétition. La 7e place est revenue au Congo, vainqueur un peu plus tôt face à son voisin de la RD Congo 24 à 23 (mi-temps : 9-10). Le Maroc et l'Angola se

disputeront la 3e place (13h00), qualificative au Mondial 2019 prévu en Allemagne et au Danemark. La finale de cette édition oppose ce soir (19h00) l'Égypte (tenante du titre) à la Tunisie, dans un remake du dernier acte de la 22e édition en 2016 au Caire.

Résultats partiels des matches de classement:

7e- 8 places : Congo - RD Congo 24-23
5e-6e places : Algérie - Gabon 23-24
3e - 4e places : Angola - Maroc (13h00)
Finale : Égypte - Tunisie (19h00).

6^e, les Verts signent leur plus mauvaise participation

L'Algérie a été battue une nouvelle fois par le Gabon (24-23), samedi à Libreville en match de classement, terminant à la 6e place de la Coupe d'Afrique des nations 2018 (CAN-2018) de handball.

Il s'agit de la plus mauvaise participation algérienne en 22 phases finales de CAN disputées.

Un triste résultat déteint auparavant par l'équipe coachée par Djillali Mekki qui avait bouclé sa participation à la CAN-2006 en Tunisie à la 5e position.

À l'inverse, le Gabon, qui avait déjà battu les Verts en phase de poules (26-25), termine 5e et réalise son meilleur classement, après la 6e place obtenue en 2000 à Alger lors de son baptême du feu avec le tournoi.

Pourtant, tout avait bien commencé pour

le Sept national qui a pris le taureau par les cornes dès l'entame de la rencontre afin d'éviter le scénario du match de poules quand les Panthères avaient fait la différence en première période.

Le score n'a cessé ainsi de prendre de l'ampleur pour afficher 14-09 en faveur des Algériens à la fin des 30 premières minutes.

Mais après la pause citron, cette avance a fondu comme neige au soleil, les hommes de Jackson Richardson étant revenus avec des intentions beaucoup plus offensives.

Les coéquipiers du meilleur joueur du match, Varene Nze Mba, ont appuyé ainsi sur le champignon, réussissant à faire leur retard à la 45e minute de jeu (17-17).

C'était la dernière fois que les Verts ont mené au score. Depuis, les Gabonais ont

toujours été devant, aidés en cela par les arrêts miraculeux de leur portier Remy Daniel Gervelas et une maladresse incompréhensible des hommes du duo Sofiane Haïouani à Zinedine Mohamed-Seghir devant les buts.

Les Panthères ont compté jusqu'à trois buts d'avance (24-21), ce qui leur a permis de gérer à leur guise la fin du match et de bisser leur succès en poule, malgré les deux réalisations des Algériens dans les dernières secondes de la rencontre.

Une joie indescriptible a envahi les Gabonais quand le buzzer a retenti.

De l'autre côté, la déception et l'amertume ont été grandes pour accompagner la pire participation algérienne dans l'histoire de la CAN.

Le Congo bat la RD Congo (24-23) et termine à la 7e place

La sélection congolaise de handball s'est imposée samedi face à son homologue de la RD Congo 24 à 23 (mi-temps : 9-10) en match de classement pour la 7e et 8e places de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 qui se déroule au Gabon.

La sélection algérienne joue son match de classement pour la 5e et 6e places face au Gabon, pays organisateur, à partir de 11h00, alors que le Maroc et l'Angola se disputeront la 3e place (13h00), qualificative au Mondial 2019 prévu en Allemagne et au Danemark.

La finale de cette édition oppose ce soir (19h00) l'Égypte (tenante du titre) à la Tunisie, dans un remake du dernier acte de la 22e édition en 2016 au Caire.

Résultats partiels des matches de classement:

7e- 8 places : Congo - RD Congo 24-23
5e-6e places : Gabon - Algérie (11h00)
3e - 4e places : Angola - Maroc (13h00)
Finale : Égypte - Tunisie (19h00).



L'Angola domine le Maroc (29-26) et va au Mondial



La sélection angolaise de handball a décroché la 3e place de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018, synonyme de qualification au Mondial 2019, en dominant le Maroc 29 à 26 (mi-temps : 17-13),

samedi au Palais des sports de Libreville (Gabon). Les Angolais qui conservent leur 3e place sur le podium, participeront ainsi à leur deuxième Mondial consécutif, après celui de 2017 en France, à l'époque ils avaient battu l'Algérie pour la 3e place de la CAN-2016 au Caire. De son côté, la sélection algérienne a bouclé sa pire participation en terminant à la 6e place de la CAN-2018, après une nouvelle défaite face au Gabon (23-24).

La 7e place est revenue au Congo, vainqueur un peu plus tôt face à son voisin de la RD Congo 24 à 23 (mi-temps : 9-10).

La finale de cette édition oppose ce soir (19h00) l'Égypte (tenante du titre) à la Tunisie, dans un remake du dernier acte de la 22e édition en 2016 au Caire.

Résultats partiels des matches de classement:

7e- 8 places : Congo - RD Congo 24-23
5e-6e places : Algérie - Gabon 23-24
3e - 4e places : Angola - Maroc 29-26
Finale : Égypte - Tunisie (19h00).

JEUX AFRICAINS DE LA JEUNESSE 2018: Ould Ali préside une réunion de coordination avec l'UCSA et l'ACNOA à Alger

Une réunion de coordination s'est tenue ce vendredi à Alger sous la présidence du ministre de la Jeunesse et des Sport El Hadi Ould Ali en présence du Général Ahmed Nasser, président de l'UCSA et Joao Costa Alegre, représentant et coordinateur de l'ACNOA, en prévision de la réunion sur la préparation des Jeux Africains de la Jeunesse 2018 d'Alger, prévue les 28, 29 et 30 janvier à l'Hôtel Mercure d'Alger, a indiqué le MJS dans un communiqué transmis à l'APS.

Cette réunion qui s'est tenue en présence de l'ensemble des Fédérations sportives algériennes ainsi que des Confédérations sportives africaines, a notamment permis aux participants de "s'enquérir des questions techniques de compétition et de constater les efforts considérables fournis par l'Algérie pour la préparation des JAJ 2018", précise la même source.

El Hadi Ould Ali a assuré et rassuré l'ensemble des présents quant à l'engagement et la disponibilité de l'Algérie et de son gouvernement, sous la conduite de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, à œuvrer pour la réussite des prochains Jeux Africains de la Jeunesse et à faire rayonner à la fois, le sport africain et l'Algérie, souligne le MJS.

Pour leur part, le Président de l'UCSA et le représentant et coordinateur de l'ACNOA ont souligné leur engagement à travailler aux côtés de l'Algérie pour la réussite de ces JAJ 2018, conclut le communiqué.



NATATION/CHAMPIONNAT HIVERNAL (MINIMES - JUNIORS - 3E J): Les nageurs de l'USM Alger dominent la compétition

Les nageurs de l'USM Alger avec 15 médailles d'or dominent le classement du Championnat national d'hiver (minimes - juniors), à l'issue de la 3e journée de compétition disputée vendredi à la piscine de Beb Zouar (Alger). En juniors, l'USM Alger est en tête du classement après le déroulement de 4 séances, avec un total de 33 médailles (15 or, 10

argent, 8 bronze). En minimes, c'est également les jeunes nageurs de l'USMA qui dominent le classement avec 14 médailles (6 or, 5 argent, 3 bronze), détrônant leurs homologues du Sahel nautique El Biar et le GS Pétroliers qui occupent respectivement les 2e et 3e places. Pour cette 3e journée de compétition, c'est encore une fois la star montante

de la natation algérienne, Moncef Belamane (16 ans), qui s'est encore distingué en remportant la finale du 400 m nage libre, après avoir déjà remporté trois épreuves individuelles (200 m nage libre, 100 m nage libre et 200 m brassé). Les épreuves du Championnat national d'hiver (minimes juniors) se poursuivront samedi, avec le dé-

roulement de la dernière séance. Cette compétition enregistre la participation de 481 athlètes, dont 145 nageuses, avec la mise en place de deux classements pour les minimes (points et médailles) en vue d'encourager les clubs à y participer avec un grand nombre de nageurs, tandis qu'un classement par les médailles est appliqué chez les juniors.

CYCLISME/ TOUR INTERNATIONAL DES ZIBAN: Le cycliste espagnol Aitor Escobar remporte la première étape

Le cycliste espagnol Aitor Escobar s'est brillamment distingué vendredi à Biskra, en remportant la première étape du premier tour international des Ziban avec un temps de 4h 44mn 54s. Le cycliste marocain Abdallah Hida est arrivé en deuxième position avec 4h45mn 27s suivi sur la ligne d'arrivée de l'algérien Youcef Reguigui du Club Sovac (VCS) qui a réalisé le parcours de cette première étape en 4h45mn et 39s. La première étape, sur un parcours fermé de 197 km a été disputée, sous un ciel clément et dans de bonnes conditions depuis la placette El Houria au centre ville de Biskra vers les communes d'El Hadjeb, Tolga, Doucen et Ouled Djellal et puis le retour vers la ville de Biskra en passant par les communes de Lioua et Ourlal Soixante treize (73) cyclistes venus de onze pays européens, africains et asiatiques dont l'Espagne, l'Allemagne, le Portugal, la Belgique, la Hollande, la Tunisie, l'Erythrée, l'Iran à côté de l'Algérie prennent part au 1er tour international des Ziban. La deuxième étape de ce tour de cyclisme sera négociée samedi sur un circuit fermé au centre ville de Biskra alors que la troisième étape, prévue dimanche sera entre Biskra ville et Al Kantara. La quatrième et dernière étape de ce tour international sera pro-

grammée lundi entre Biskra ville et Tolga. Le premier tour international de cyclisme des Ziban qui se poursuivra jusqu'au 29 janvier courant est organisé par la fédération algérienne de cyclisme (FAC) en coordination avec le ministère de la Jeunesse et des sports, la wilaya de Biskra et la ligue locale de cyclisme.



TENNIS/TOURNOI INTERNATIONAL ITF (JUNIORS MAGIC TROPHY): L'Algérien Rihane bat le 59e mondial et passe en demi-finale

L'Algérien Youcef Rihane (180e mondial-juniors) s'est qualifié vendredi soir pour la demi-finale du tableau simple "garçons" du tournoi international ITF Juniors Magic Trophy, qui se dispute au tennis club de Hammamet (Tunisie), après son succès par deux sets à un (2-1) face à l'Espagnol Alejandro Vedri Asensi, 59e au classement mondial juniors. Rihane a remporté le premier set difficilement 7-6 (4) avant d'être surpris par son adversaire au second set 0-6. Lors du troisième set décisif, Rihane tête de série N 6 reprend confiance

et bat facilement l'Espagnol tête de série N 2 sur le score 6-2. Lors de la demi-finale prévue ce samedi, l'Algérien sera opposé à un autre Espagnol. Il s'agit de Nicolas Alvarez Varona tête de série N 5. Dans le tableau double, Rihane et son coéquipier le Kényan Sheil Kotecha ont été éliminés jeudi soir suite à leur défaite face au duo espagnol composé d'Alejandro Garcia et Sergio Gomez Montesa sur le score 6-2 3-6 (10-3). Ce tournoi, classé grade 2, se déroule sur les courts en terre battue du tennis club de Hammamet (Tunisie).



COUPE DU MONDE 2018: Plus de quatre millions de billets demandés (FIFA)



Plus de quatre millions de billets de la Coupe du Monde 2018 ont été demandés depuis l'ouverture de la phase de vente actuelle le 5 décembre dernier, a indiqué la Fédération internationale de football (FIFA) hier. Cette phase de vente se terminant le 31 janvier à midi (heure de Moscou), les supporters du monde entier peuvent jusqu'à cette date continuer de demander des billets sur FIFA.com/tickets, l'unique plateforme de vente de billets pour la Coupe du Monde.

À l'heure actuelle, le plus grand nombre de demandes émane de Russie, tandis que les supporters venus d'Allemagne, d'Argentine, du Brésil, de la Colombie, d'Espagne, des Etats-Unis, du Mexique, des Pays-Bas, du Pérou et de la Pologne figurent eux aussi dans le Top 10.

Les demandeurs internationaux représentent 45% du total. Les supporters peuvent commander des billets individuels pour tous les matches de la compétition - à l'exception du match d'ouverture et de la finale -, ainsi que des billets spécifiques à un site, des billets de supporters ou encore des billets conditionnels de supporters pour les trente-deux équipes participantes, qui ne sont disponibles que pendant cette phase de vente.

Si au 31 janvier 2018 la demande de billets est supérieure à l'offre, un tirage au sort sera effectué pour attribuer les précieux sésames.

Les candidats seront ensuite informés des résultats du tirage mi-mars 2018 au plus tard. Au cours de la période actuelle, soumettre sa demande le premier ou le dernier jour n'a aucune importance, tous les candidats disposent des mêmes chances de se voir attribuer des billets.

La FIFA a également prévu des billets à l'intention des personnes handicapées, à mobilité réduite ou obèses, dans la limite des places disponibles à cet effet dans chacun des douze stades de la compétition.

LIGUE 2 MOBILIS (18E J) : L'AS Ain M'lila leader provisoire, et regroupement dans le haut du tableau

La 18e journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, jouée vendredi a donné lieu à un regroupement général dans le haut du tableau, où une meute de poursuivants reste à l'affût.

L'AS Ain-Mlila encore traumatisée par la défalcation de 4 points en raison de la participation du joueur Noureddine Hachem, face au WA Tlemcen (1-1) alors qu'il était suspendu, a sué sang et eau pour battre une courageuse équipe du CRB Ain-Fekroune (3-2). Les locaux m'illis doivent une fière chandelle au buteur Debbih auteur d'un doublé.

Toutefois, l'ASAM pourrait perdre son fauteuil au bénéfice du MO Bejaia, qui en cas de victoire, samedi, devant le MC El-Eulma, s'installerait seul en tête du classement.

L'autre prétendant à l'accession, la JSM Skikda a cravaché dur pour l'emporter devant le GC Mascara. Ce dernier qui avait déjà battu l'ASAM sur son terrain, a failli refaire son coup devant la JSM. Celle-ci, menée depuis la 15e minute sur une réalisation de Hamiani, a attendu les derniers instants du match pour inscrire deux buts sur "pénalités" (82 et 90). Auparavant, le match aura connu une interruption d'une dizaine de minutes, suite à l'envahissement du terrain occasionné par les supporters locaux.

Cette victoire permet aux "V Noirs" de conserver sa place sur le podium, en espérant rester une dynamique de victoires. La JSM Bejaia difficile vainqueur du RC Kouba (2-0) en infériorité numérique, garde ses chances intactes en se rapprochant davantage du podium, alors qu'il reste encore 12 journées à tirer.

C'est le RC Relizane vainqueur de l'ASO Chlef (1-0), qui réalise la meilleure opération de la journée en étant la seule équipe victorieuse en déplacement, à l'inverse des Chélifiens qui ratent une excellente aubaine de monter sur le podium, tout comme le CABB Ar-reridj, battu sur le fil à Saida (1-2) A Oran, l'ASMO continue de faire du "surplace" en concédant un nul lourd de conséquences devant l'A. Boussada (0-0). Ce nul hypothèque grandement les chances des Oranais, de jouer l'accession. Enfin, le CA Batna renoue avec le succès aux dépens du WA Tlemcen (1-0). Cette victoire lui permet de réduire son retard à deux unités seulement sur le RC Kouba et le MC El-Eulman et à un point sur le CRB Ain-Fekroune.

LIGUE 1 DE MOBILIS FOOTBALL :

La JS Kabylie..... SOS club en danger

La JS Kabylie se trouve dans un véritable tourbillon. Le club le plus titré du pays traverse depuis plusieurs mois une zone de turbulences, au moment où l'équipe est plus que jamais menacée par le spectre de la relégation, au lendemain de sa défaite en déplacement face au Paradou AC (2-0) dans le cadre de la 18e journée de Ligue 1 Mobilis de football.

Les clignotants virent au rouge pour une équipe qui représentait dans un passé récent la fierté du football national. L'arrivée en janvier courant à la barre technique de l'entraîneur expérimenté Noureddine Saâdi, en remplacement d'Azzedine Ait Djoudi, n'a pas provoqué le déclic escompté par les fans du club, incapable de réaliser la moindre victoire depuis la 7e journée (à domicile face à l'USM El-Harrach 2-1, ndlr).

«Nous devons continuer à travailler afin de renouer avec les bons résultats. Nous sommes dans une situation critique et tenus de se ressaisir pour pouvoir relever la tête», a estimé Saâdi à l'issue de la défaite face au PAC. La situation est plus que critique puisque la JSK (18 points) pourrait se retrouver dans une position reléguable au terme des rencontres devant se dérouler ce samedi, en clôture de la 18e journée.

Si d'aucuns estiment que les mauvais résultats concédés par les «Canaris» sont essentiellement dû au «niveau limité des joueurs» composant l'effectif de cette saison, d'autres pensent que l'instabilité criarde au niveau administratif a fini par se répercuter grandement sur le rendement général de l'équipe. En effet, les conséquences de la destitution de l'ancien président Mohand



Chétif Hannachi en août 2017, et les querelles intestines qui s'en est suivies continuent de planer au-dessus de la maison kabyle, dont les dirigeants sont plus que jamais appelés à faire le ménage dans intérêt du club. Pas moins de trois directions se sont succédées depuis le départ de Hannachi, sans pour autant que l'une d'elles ne parvienne à stabiliser le club et le remettre

sur rail. La suite de la compétition s'annonce des plus compliquées pour la JSK d'autant qu'elle va jouer sur les deux fronts. Outre le championnat, les «Canaris» sont encore en lice en Coupe d'Algérie où elle affrontera vendredi prochain en déplacement le CRB Dar El-Beida en 1/8es de finale de l'épreuve populaire.

LIGUE 1 MOBILIS/ JS SAOURA :

L'entraîneur Bouali exige des indemnités pour résilier son contrat

L'entraîneur Fouad Bouali, a conditionné la résiliation de son contrat avec la direction de la JS Saoura en contrepartie de ses indemnités représentant le restant de son bail qui expire en fin de saison en cours, a-t-on appris samedi du club de Ligue 1 de football.

Bouali, qui avait une altercation verbale avec les supporters à l'issue de la défaite de son équipe la veille sur le terrain de l'USM Blida (1-0) pour le

compte de la 18e journée, avait laissé entendre qu'il allait rendre sa démission, après avoir senti également qu'il a été «lâché» par ses dirigeants.

Et même si le divorce entre les deux parties semble consommé, il n'en demeure pas moins que les dirigeants de la JSS sont dans l'obligation de trouver un «deal» avec le coach pour officialiser son départ, et permettre l'engagement d'un nouvel entraîneur. La JSS, in-

traitable à domicile en ne perdant que deux points en neuf matches chez elle, n'a pas la même réussite à l'extérieur où elle vient de concéder sa deuxième défaite de rang, après celle de Biskra (1-0).

Les gars de Béchar restent néanmoins à la deuxième position au classement, mais il risquent de la perdre en cas de victoire du troisième, le MC Alger, face au CRB, samedi en clôture de la cette journée.



LIGUE 1 MOBILIS DE FOOTBALL (18E JOURNÉE) CLASSEMENT DES BUTEURS : Mohamed Amine Abid puissance 13



L'attaquant du CS Constantine Mohamed Amine Abid, auteur vendredi de son 13e but de la saison lors de la victoire de son équipe en déplacement face à l'USM Bel-Abbès (2-1) a conforté sa position en tête du classement des buteurs, au terme des rencontres de la 18e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis disputées vendredi et devant se poursuivre ce samedi. Il s'agit du deuxième but de rang de pour l'ancien joueur du NA Hussein-Dey, déjà buteur lors de la précédente journée face au DRB Tadjenanet (2-1). Le néo-international creuse l'écart avec ses poursuivants Oussama Darfalou (USM Alger) et Mustapha

Djalit (JS Saoura) qui comptent chacun 10 buts. L'attaquant le plus prolifique de la saison succèdera à Ahmed Gasmî (NA Hussein-Dey), sacré meilleur buteur du championnat lors du précédent exercice, avec 14 réalisations, dont 8 sur penalty.

Classement des buteurs :

13 buts : Mohamed Amine Abid (CS Constantine)
10 buts : Oussama Darfalou (USM Alger), Mustapha Djallit (JS Saoura)
7 buts : Samy Frioui (USM Blida)
6 buts : Mohamed Toumi (MC Oran)
5 buts : Hamza Banouh (USM El Harrach), Sid-Ali Yahia Chérif (JS Saoura), Adil Djabout (JS Kabylie).

FOOTBALL :

Une soixantaine d'entraîneurs en stage pour l'obtention d'un grade de 1^{er} degré à Ghardaïa

Une soixantaine d'entraîneurs de football de la wilaya de Ghardaïa participaient hier à un stage de formation pour l'obtention d'un grade d'entraîneur de 1er degré (FAF-1), a indiqué le président de la ligue de football de Ghardaïa Youcef Azzouz.

Initiée par la ligue de football de la wilaya de Ghardaïa, en collaboration avec la direction technique de la ligue régionale de football d'Ouargla, ce stage de formation d'une semaine est animé par un formateur national, précise la même source.

Des cours de perfectionnement spécifique et pratique pour les entraîneurs suivis d'un programme d'échange d'expériences et connaissances ainsi que des débats sont prévus durant cette formation.

Ce stage s'inscrit dans le cadre

de la formation continue pour le perfectionnement et l'amélioration du niveau de qualification des entraîneurs de la wilaya.

D'autres stages de formation similaires sont également prévus prochainement, selon la même source.



Ronaldo: «Je souhaite rester»

Une prolongation de contrat ? Un retour à Manchester United ou un départ au PSG ? L'avenir de Cristiano Ronaldo demeure au centre des spéculations mais le Portugais n'a pas l'intention de quitter le Real. "Evidemment que je souhaite rester ici, a-t-il confié au média chinois Dongqiudi. J'aime ce club, j'aime vivre ici. J'habite à Madrid depuis 2009 et j'aime le temps et les gens". La proximité avec son pays natal fonctionne comme un argument de plus. "C'est proche du Portugal donc je peux m'y rendre en voiture, a-t-il poursuivi. L'Espagne est un grand pays, je l'adore".



Carrasco sur le départ ?

Simplement considéré comme une solution de remplacement à l'Atletico Madrid par l'entraîneur Diego Simeone, l'ailier Yannick Ferreira Carrasco (24 ans, 15 apparitions et 3 buts en Liga cette saison) pourrait quitter le club espagnol à l'occasion de ce mercato d'hiver. Selon les informations de la radio RMC, les dirigeants des Colchoneros envisagent cette possibilité. Ainsi, si une formation européenne réalise une belle offre pour l'international belge, que ce soit un transfert ou un prêt avec une option d'achat obligatoire, un transfert de l'ancien Monégasque serait possible. Intéressé par les services de Carrasco, l'AS Roma n'a pas encore réalisé une proposition concrète selon la même source.

AUBAMEYANG VERS ARSENAL ?

Selon la BBC Afrique, Dortmund a rejeté une offre de 50M mercredi.

L'affaire pourrait se conclure autour d'un montant situé entre 60 et 70 millions d'euros. Arsène Wenger [VIDEO] a déclaré il y a quelques jours en conférence de presse que "l'arrivée de Pierre-Emerick Aubameyang est une possibilité", ce qui confirme l'intérêt du club londonien pour le joueur du Borussia Dortmund.

Depuis plusieurs mois, l'envie de départ d'Aubameyang n'a jamais été cachée et un certain malaise s'est installé avec des sanctions qui ont été appliquées envers le joueur gabonais. Même si les chances de son départ vers Arsenal sont très élevées, son entraîneur Peter Stöger a précisé qu'Aubameyang pourrait jouer contre Freiburg dans le cadre de la 20e journée de Bundesliga. A 18 matchs de la fin de saison en Premier League, Arsenal est distancé de 8 points pour accrocher le podium. Des recrues telles que Mkhitarjan et Aubameyang sont attendues dans le but de démontrer leur talent et d'être décisives afin de se donner une chance de jouer la Ligue des Champions l'année prochaine. En outre, les places sont très chères étant donné la forme des meilleures équipes du championnat. Un autre moyen pour se qualifier serait la victoire finale en Ligue Europa.



Amin Younes en approche

En quête d'un ailier, Naples a coché le nom du taulier de l'Olympique de Marseille, Florian Thauvin (voir ici). Mais les Partenopei vont finalement regarder du côté de l'Ajax Amsterdam pour renforcer leur secteur offensif. En effet, La Gazzetta dello Sport assure que l'actuel leader de Serie A va boucler l'arrivée d'Amin Younes (24 ans, 9 matchs et 1 but en championnat cette saison). En fin de contrat en juin prochain, l'international allemand serait proche de rejoindre la Campanie contre un chèque estimé à 5 millions d'euros. Un joli coup en perspective pour Naples.

Vardy se moque du mercato de Chelsea

Aujourd'hui, la tendance est à une tentative pour faire venir Olivier Giroud, dont le profil est similaire à celui de Dzeko et qui semble de moins en moins entrer dans les plans d'Arsenal. Mais il ne faut pas oublier qu'à un moment donné, Chelsea a aussi été associé à un autre buteur expérimenté de Premier League : Jamie Vardy. Le buteur de Leicester a été révélé sur le tard, à 28 ans, avec sa saison exceptionnelle lors du titre des Foxes en 2015-2016. Aujourd'hui moins en vue mais marquant toujours régulièrement, il a été interrogé sur le mercato des Blues :

"Dans quel club on dit que je vais signer aujourd'hui ? Chelsea ? Ah ? Mais ils veulent un peu recruter tout le monde ceux-là, n'est-ce pas ? Ce genre de rumeurs, on doit juste les prendre avec humour. Il suffit qu'un type lâche quelques pièces sur un transfert possible chez un bookmaker et une rumeur sort. Aujourd'hui, je suis un joueur de Leicester qui veut passer au prochain tour de la Cup. Et je continuerai à me concentrer sur le club jusqu'à ce qu'on me dise d'aller voir ailleurs".



GHOULAM VERS MU ?

Ça bouge à Naples ! En quête d'un latéral gauche prometteur pour la saison prochaine, l'actuel leader de Serie A s'apprête à boucler la venue d'Alejandro

Grimaldo (22 ans, 13 matchs en Liga NOS cette saison). Selon O Jogo, le Benfica Lisbonne a accepté de céder

l'Espagnol contre la coquette somme de 30 millions d'euros. Un gros chèque des

Partenopei, qui pourraient également récupérer des liquidités importantes à l'intersaison. En effet, Faouzi Ghoulam (26 ans, 11 matchs et

2 buts en Serie A cette saison) devrait lui quitter la Campanie. L'international algérien, toujours sur le flanc en raison d'une grave blessure à un genou, a récemment prolongé son contrat, qui expirait à la fin de la saison. Une manœuvre qui va permettre à Naples de bien vendre son joueur, a priori du côté de Manchester United, en quête d'un arrière gauche afin de compenser le départ prochain de Luke Shaw. José Mourinho n'a d'ailleurs pas caché que le Fenec était sa priorité de recrutement pour la saison prochaine. Affaire à suivre.



CONSTITUTIONNALISATION DE L'ONPLCC :

L'Algérie parmi les pays pionniers de la lutte contre la corruption en Afrique

La constitutionnalisation de la lutte contre la corruption en Algérie a été concrétisée par la mise en place de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLCC), ce qui permet à l'Algérie de figurer parmi les pays pionniers en Afrique en matière de lutte contre ce fléau qui a tendance à se généraliser à travers le continent et de par le monde. L'Algérie qui a pris de l'avance en matière de prévention et de lutte contre la corruption peut être citée en exemple en Afrique, sachant que la 30^e session de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), prévue dimanche et lundi à Addis-Abeba, a placé l'année 2018 sous le thème : "Remporter la lutte contre la corruption: une voie durable pour la transformation de l'Afrique". L'Algérie a déjà institué en 2016 un Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, conformément à la Constitutions révisée et adoptée en février de la même année. Cet Organe adresse au président de la République un rapport annuel d'évaluation de ses activités liées à la prévention et à la lutte contre la corruption, dans lequel il mentionne les insuffisances relevées en la matière et des recommandations proposées, le cas échéant. Pour rappel, le président Bouteflika n'a jamais cessé de réitérer la volonté de l'Algérie de lutter contre la corruption. A cet effet, l'Algérie a adopté plusieurs textes de lois pour mettre à jour son arsenal législatif et a mis aussi en place des organes consacrés à la prévention et à une lutte efficace contre le fléau de la corruption. En ce sens, la mise en place de l'ONPLCC vient renforcer les autres mécanismes mis en place par les Pouvoirs publics depuis quelques années afin de lutter contre ce fléau. L'Organe dont les membres sont nommés par le président de la République, a pour mission principale de proposer et de contribuer à animer une politique globale de prévention de la corruption.

L'Algérie un des premiers Etats signataires de la Convention de l'ONU contre la corruption

L'article 202 de la Constitution stipule qu'"il est institué un Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, autorité administrative indépendante placée auprès du président de la République et jouissant de l'autonomie administrative et financière".

Le même article énonce que "l'indépendance de l'Organe est notamment garantie par la prestation de serment de ses membres et fonctionnaires, ainsi que par la protection qui leur est assurée contre toute forme de pression ou d'intimidation, de menaces, outrages, injures ou attaques de quelle que nature que ce soit, dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de leur mission". Les missions de cet Organe sont définies dans l'article 203 de la Constitution qui précise que l'ONPLCC est chargé notamment "de proposer et de contribuer à animer une politique globale de prévention de la corruption, consacrant les principes de l'Etat de droit et reflétant l'intégrité, la transparence ainsi que la responsabilité dans la gestion des biens et des deniers publics". Au plan international, l'Algérie est l'un des premiers Etats signataires de la Convention des Nations unies contre la corruption, le 9 décembre 2003.

Un instrument ratifié en vertu d'un décret présidentiel en date du 19 avril 2004.

Dans le cadre du mécanisme d'évaluation de la mise en œuvre de cette convention, l'Algérie avait fait l'objet en 2013 d'une évaluation par les pairs au titre du premier cycle d'examen qui a porté sur deux chapitres de la Convention des Nations unies contre la corruption, à savoir "l'incrimination, détection et répression" et "la coopération internationale". Au niveau continental, l'Algérie est représentée par M. Hocine Ait Chaalal, élu au poste de

membre du Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption l'année dernière, lors de la 31^{ème} session du Conseil exécutif de l'UA.

La corruption : un fléau à combattre comme le terrorisme

Le choix du thème sur la lutte contre la corruption par le sommet de l'UA pour l'année 2018, confirme l'engagement de l'Union africaine de lutter contre ce fléau à travers la mise en place de différents mécanismes. En ce sens, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), qui est une agence spécialisée de l'UA en matière de renforcement des capacités, a relevé que la lutte efficace contre la corruption aiderait l'Afrique à se pencher sur l'investissement massif et la valorisation des ressources humaines. La même Agence a relevé que cette option facilitera le développement du continent à travers la mise en œuvre des plans de développement nationaux, de l'Agenda 2063 et des Objectifs du développement durable (ODD). De son côté, le président de la Commission africaine Moussa Faki Mahamat qui s'exprimait lors de la réunion de la 32^e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine a fait savoir que le phénomène de la corruption prive le continent de près de 50 milliards de dollars US annuellement.

M. Faki a indiqué que les chiffres établis par des experts ont révélé que les ressources détournées par la corruption en Afrique pouvaient, si elles étaient investies, suppléer le recours à l'assistance extérieure. Il a ainsi comparé le fléau de la corruption au phénomène du terrorisme contre lequel il faut adopter une action collective et livrer un combat global, avait-il recommandé.

ALGÉRIE - AFRIQUE

M. Ouyahia prend part à la 36^e session du Nepad à Addis-Abeba

Le Premier ministre Ahmed Ouyahia a pris part à la 36^e session ordinaire du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) hier à Addis-Abeba en sa qualité de représentant du président de la République Abdelaziz Bouteflika à la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, prévue aujourd'hui et demain dans la capitale éthiopienne.

M. Ouyahia qui a transmis les "fraternelles salutations" du chef de l'Etat à l'assistance, a rappelé que le président de la République est l'un des initiateurs du NEPAD et qu'il suit ce mécanisme de développement avec une "attention particulière".

A l'ouverture du sommet du NEPAD, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki a indiqué qu'il appuie la transformation du NEPAD en Agence de développement africaine dans le cadre de la réforme du Nouveau partenariat.

Par ailleurs, la parole a été donnée au nouveau président du Zimbabwe Emmerson Mnangagwa qui a rendu hommage à l'ancien président de son pays, Robert Mugabe qu'il a qualifié de "grand panafricaniste", soulignant qu'il "se porte bien et les autorités prennent soin de lui".



ALGÉRIE - MALI

Messahel : Les Maliens doivent s'appropriier le processus de mise en œuvre de l'Accord d'Alger

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a indiqué vendredi que les Maliens doivent s'approprier le processus de mise en œuvre

de l'Accord d'Alger, soulignant que l'Algérie s'est "beaucoup" investie dans ce processus.

"Nous nous sommes beaucoup investis dans le processus qui a amené aux accords d'Alger.

Nous pensons, nous continuons à penser à d'ailleurs, tout comme pour ce qui est de la Libye à, que le problème concerne d'abord les Maliens, c'est à dire toutes les parties signataires.

Il faut que les Maliens s'approprient le processus de mise en œuvre des engagements qu'ils ont pris", a expliqué le chef de la diplomatie algérienne dans un entretien accordé à Radio France Internationale (RFI) captée à Paris, relevant que les Maliens "en ont la capacité".

M. Messahel, qui s'exprimait

en marge du Conseil des ministres de l'Union africaine à Addis-Abeba, s'est dit "certain" que s'il y a une "véritable" prise en charge du processus, "sans interférence", "on aura franchi de grandes étapes dans le retour de la paix et la stabilité, dans la préservation de l'unité, la souveraineté de ce pays voisin, avec lequel nous partageons beaucoup de choses".

"Donc, s'il y a une volonté partagée de faire avancer les choses, tant mieux. D'ailleurs, nous y travaillons pour cela", a-t-il ajouté, soulignant que tout ce qui va dans le sens de rapprocher les points de vue est une "bonne nouvelle". Aujourd'hui, le Mali est confronté à beaucoup de défis. Des défis sécuritaires, des défis de développement. Ils ont des échéances

nationales. Je pense que s'il y a des gens qui peuvent être rassembleurs quelque part, tant mieux. Tant mieux pour le Mali", a-t-il fait savoir.

A une question sur le terroriste malien Yadi Ag Ghali, le ministre des Affaires étrangères a souligné que ce dernier est "blacklisté" par les Nations unies et que l'Algérie, qui met en œuvre les décisions de l'organisation onusienne, lutte contre ces gens-là, précisant qu'Yadi Ag Ghali était allié au terroriste Belmokhtar et aux autres, quand il y a eu l'enlèvement des diplomates algériens à Gao.

Le ministre a, dans le même sens, indiqué qu'il a "beaucoup de choses à dire sur Iyad et sur les services qui ont des liens avec lui".

M. Messahel prend part à la réunion ministérielle du Comité ad hoc de l'UA sur le Soudan du Sud

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a pris part vendredi soir à Addis-Abeba à la réunion ministérielle du Comité ad hoc de l'Union africaine (UA) sur le Soudan du Sud.

Cette réunion qui a regroupé les ministres des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud, du Nigeria, du Rwanda et de l'Ethiopie s'est déroulée en marge de la participation de M. Messahel aux travaux de la 32^{ème} session du Conseil exécutif de l'UA.

Lors de cette réunion qui intervient dans un contexte marqué par le regain de l'instabilité au Soudan du Sud, le Haut représentant de l'Union africaine pour le Soudan du Sud, l'ancien président malien Alpha Omar Konare a fait une présentation sur la situation dans ce pays, sur les plans politique, sécuritaire, socio-économique et humanitaire.

Pour rappel, les parties au conflit au

Soudan du Sud ont signé le 21 décembre dernier à Addis-Abeba, un accord de cessez-le-feu. Selon le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu et des arrangements transitoires mis en place dans le cadre de la médiation de l'Autorité intergouvernementale pour le Développement (IGAD), cet accord a connu de nombreuses violations. Tout en exprimant leur soutien à la médiation de l'IGAD, les ministres des Affaires étrangères ont réitéré leur attachement à la stabilité du Soudan du Sud et au respect des accords conclus entre les parties dans le cadre du processus de paix dans ce pays. Ils ont, à cet égard, appelé les parties à respecter leurs engagements pris au titre de ces accords et à mettre l'intérêt suprême de leur pays au dessus de toute autre considération, en privilégiant les voies du dialogue et de la réconciliation.